



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION
EXTERIEURE GLOBALE REGIONALES DE
L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2021**



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ÉTATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Direction Générale de l'Economie et de la Monnaie
Direction des Statistiques
Service de la Balance des Paiements

**RAPPORT SUR LA BALANCE DES PAIEMENTS ET LA POSITION EXTÉRIEURE
GLOBALE RÉGIONALES DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNÉE 2021**

SOMMAIRE

TABLE DES ILLUSTRATIONS	2
SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES	4
AVANT PROPOS	1
RESUME	6
I- FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2021	8
1.1- Environnement international	8
1.2- Environnement interne	10
II- EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA	12
2.1- Compte des transactions courantes	12
2.1.1 - Balance des biens et services	13
2.1.1.1 - Balance commerciale	13
2.1.1.1.1- Exportations de biens	13
2.1.1.1.2 - Importations de biens	18
2.1.1.2 - Balance des services	21
2.1.2 - Revenu primaire	23
2.1.3 - Revenu secondaire	24
2.2- Compte de capital	25
2.2.1 - Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits	26
2.2.2 - Transferts en capital	26
2.3 - Compte financier	27
2.3.1 - Investissements directs	27
2.3.2 - Investissements de portefeuille	28
2.3.3 - Dérivés financiers	28
2.3.4 - Autres investissements	29
3.1 - Evolution de la Position Extérieure Globale Nette (PEGN)	29
3.2 - Ventilation géographique du stock d'engagements extérieurs des pays de l'UEMOA	30
IV. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA	30
4.1 - Commerce intra-UEMOA de biens	30
4.2 - Autres transactions courantes intra-communautaires	32
4.3 - Flux de capitaux et financiers intra-communautaires	33
CONCLUSION	34
LISTE DES ANNEXES	35

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES		Page
Graphique 1-	Evolution des indices de production des principaux produits agricoles exportés par l'Union	11
Graphique 2-	Evolution des indices des productions minières et pétrolières	12
Graphique 3-	Evolution du déficit courant et de ses composantes	13
Graphique 4-	Evolution du déficit courant et de ses composantes en % du PIB	13
Graphique 5-	Evolution de la part des principaux produits importés (en %)	14
Graphique 6-	Evolution des exportations d'or des pays de l'UEMOA	18
Graphique 7-	Evolution du déficit commercial de l'UEMOA avec et sans recettes exportations d'or	19
Graphique 8-	Evolution de la part des principaux produits importés (en %)	19
Graphique 9-	Evolution des principaux produits alimentaires importés (en milliards)	20
Graphique 10	Evolution de la structure des services nets (en milliards de FCFA)	22
Graphique 11	Evolution de la facture du fret dans l'Union (en milliards de FCFA)	23
Graphique 12-	Temps moyens médians de déchargement des navires dans l'UEMOA et dans les pays de Benchmark	23
Graphique 13-	Evolution du revenu primaire et des dividendes versés (en milliards de FCFA)	24
Graphique 14-	Evolution des transferts de fonds des migrants (TFM) et du déficit courant	26
Graphique 15-	Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA (en milliards de FCFA)	26
Graphique 16-	Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement (en % du PIB)	28
Graphique 17-	Ventilation géographique de la position extérieure de l'Union	31
Graphique 18-	Evolution du commerce intra-régional	32
TABLEAUX		Page
Tableau 1-	Part des pays membres dans les exportations de l'UEMOA (en %)	17
Tableau 2-	Parts des importations par pays membres de l'UEMOA	21
Tableau 3-	Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)	30
Tableau 4-	Matrice des échanges intra-communautaires des produits pétroliers (en millions de FCFA)	32
Tableau 5-	Matrice des stocks de fin de période (au 31 décembre 2021)	34
ENCADRES		Page
Encadré 1-	Poids des exportations d'or dans les échanges extérieurs de l'UEMOA	18
Encadré 2-	Dynamique du fret dans les pays de l'UEMOA	23
Encadré 3-	Evaluation des transferts de fonds des migrants dans l'UEMOA	25

SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BDP	Balance des Paiements
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance, Fret
Cellule sous-régionale	Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA
Covid-19	Maladie à coronavirus déclenché en 2019 et ayant entraîné une pandémie
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECID	Enquêtes Coordonnées sur les Investissements Directs
FOB	Franco on Bord
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IDE	Investissement Direct Etranger
INS	Instituts Nationaux de la Statistique
ISBLM	Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages
MBP5	Cinquième édition du Manuel de la Balance des Paiements du FMI, parue en 1993
MBP6	Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI, parue en 2008
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PEG	Position Extérieure Globale
PEGN	Position Extérieure Globale Nette
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
Union	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine ou Union Monétaire Ouest Africaine

AVANT PROPOS

La balance des paiements et la position extérieure globale régionales constituent des outils d'aide à la décision en matière de politique économique et monétaire, à la disposition des Autorités de l'Union. En particulier, elles permettent de mieux appréhender les performances de l'Union en matière des échanges extérieurs. La responsabilité de leur élaboration incombe à la Banque Centrale, suivant l'article 44 des Statuts de la BCEAO, qui dispose que la « *Banque Centrale assure l'établissement de la balance des paiements des Etats membres de l'UMOA* ». Par ailleurs, l'article 1^{er} de l'Annexe III du Règlement n°09/2010/CM/UEMOA du 1^{er} octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures, dispose que l'élaboration des comptes extérieurs des Etats membres ainsi que de la balance des paiements et de la position extérieure globale régionales incombe à la Banque Centrale.

Ces comptes sont élaborés conformément à la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale du FMI, à partir des situations arrêtées dans les pays membres de l'Union et des données portant sur les transactions des institutions sous-régionales résidentes de l'UEMOA avec le reste du monde. Outre ces informations, l'élaboration des comptes extérieurs s'appuie sur les travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-communautaires. Ces travaux ont permis de procéder à une analyse fine des asymétries relevées dans les déclarations statistiques bilatérales des Etats, en vue du rapprochement des données du commerce intra-régional au titre de l'année 2021. La correction des asymétries a également porté sur les flux touristiques, les envois de fonds des travailleurs migrants et les investissements directs étrangers.

RESUME

Les échanges extérieurs de l'Union en 2021 ont été marqués par une reprise progressive de l'activité économique mondiale, après la récession enregistrée en 2020, du fait de la crise sanitaire de la Covid-19. Dans ce contexte, le solde global de la balance des paiements de l'Union est ressorti excédentaire à 475,7 milliards en 2021 contre 15,8 milliards en 2020. Cette évolution traduit la bonne dynamique des flux de capitaux au titre du compte financier, qui ont plus que couvert le besoin de financement.

Le solde déficitaire du compte des transactions courantes s'est dégradé de 1,4 point de pourcentage pour ressortir à 5,6% du PIB en 2021, en lien essentiellement avec l'aggravation du déficit du compte des biens et services, conjuguée avec la détérioration des revenus primaires.

Le déficit de la balance commerciale s'est accru de 676,3 milliards pour ressortir à 863,1 milliards en 2021, en ligne avec la progression des importations (+16,8%) plus importante que celle des exportations (+12,7%). La dynamique des importations, résultant de l'alourdissement des factures alimentaire (+17,5%) et énergétique (+15,9%), est induite par la vigueur de la demande intérieure couplée à la hausse des cours internationaux. Le regain des approvisionnements en biens d'équipement et intermédiaires (+18,8%), consécutif à la reprise de l'exécution des grands projets de construction, a également contribué à l'accroissement de la hausse de la facture des importations. S'agissant des exportations, elles ont été tirées par le dynamisme des ventes de caoutchouc (+42,8%), de produits pétroliers (+38,6%), de coton (+29,6%), de cacao (+11,4%), d'anacarde (+8,0%) et d'or (+3,1%).

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services de l'Union s'est aggravé de 22,1%, en raison principalement de la hausse du coût du fret (+33,6%), partiellement compensée par le rebond des recettes touristiques (+56,6%), subséquent à la levée des mesures de restriction sur les déplacements prises par les Etats en 2020 dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19.

Pour sa part, le compte du revenu primaire a affiché un solde déficitaire de 2.590,5 milliards en 2021, en aggravation de 9,7% par rapport au niveau observé une année plus tôt. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des paiements de dividendes aux investisseurs étrangers.

L'excédent du compte du revenu secondaire s'est consolidé en progressant de 4,2% pour se situer à 3.278,6 milliards en 2021, en liaison essentiellement avec la hausse des transferts de fonds des travailleurs migrants.

En tenant compte des flux au titre du compte de capital, ressortis en hausse de 11,6%, le besoin de financement s'est établi à 4.157,7 milliards en 2021, en augmentation de 1.604,7 milliards par rapport à 2020. Ce besoin a été couvert à hauteur de 111,6% par des entrées nettes des capitaux au titre du compte financier, évaluées à 4.688,8 milliards en 2021, en hausse de 68,8% par rapport à l'année précédente.

Les flux nets d'IDE ont progressé de 749,4 milliards pour s'établir à 2.748,8 milliards en 2021, en lien notamment avec la reprise du cours normal des grands travaux lancés dans les secteurs minier et pétrolier, après un ralentissement observé en 2020, induit par l'apparition de la pandémie de la Covid-19.

Les flux au titre des investissements de portefeuille sont ressortis à 1.503,3 milliards en 2021 contre 278,3 milliards en 2020, en lien avec les émissions d'euro-obligations sur les marchés financiers internationaux par les Etats du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, ainsi que de la BOAD, pour un montant brut cumulé de 2.539,3 milliards, contre une seule émission de 648,9 milliards effectuée l'année précédente par la Côte d'Ivoire.

Les autres investissements se sont inscrits en baisse de 42,7%, dans un contexte de net repli des tirages nets des Etats membres de l'Union auprès de leurs partenaires (-28,6%).

La Position Extérieure Globale Nette (PEGN) régionale s'est détériorée de 5.343,0 milliards pour ressortir à -47.406,6 milliards (-47,3% du PIB) à fin décembre 2021 contre -42.063,6 milliards (-45,8% du PIB) à fin décembre 2020, en liaison notamment avec la hausse des engagements

(+12,7%), plus importante que celle des créances (+10,9%). La détérioration de la PEGN est essentiellement localisée au niveau des IDE et des investissements de portefeuille.

Les transactions commerciales intra-communautaires, évaluées sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, ont connu une hausse de 15,0% en 2021 pour se situer à 3.063,7 milliards. Cette évolution s'explique essentiellement par la reprise de l'activité économique après le net ralentissement enregistré en 2020, suite à la pandémie de la Covid-19. Rapportés aux flux commerciaux totaux de l'Union, les échanges intra-UEMOA se sont situés à 14,5% en 2021.

S'agissant des Investissements Directs Etrangers intra-UEMOA, leur encours est ressorti à 2.526,3 milliards (2,6% du PIB) à fin 2021, contre 2.327,3 milliards (2,5% du PIB) à fin 2020. Les flux d'investissements directs étrangers intra-UEMOA ont représenté 10,8% du total des flux de capitaux reçus. Ces capitaux sont constitués à 75,3% de titres de participation et 24,7% d'instruments de dette.

Quant aux investissements de portefeuille intra-communautaires, ils ont progressé de 13,1%, passant de 1.787,1 milliards en 2020 à 2.020,9 milliards en 2021. Cette évolution est le reflet de la forte sollicitation du marché financier régional de la dette par les Etats membres de l'Union pour couvrir leurs besoins de financement dans le cadre de la relance de l'activité économique, à la suite du net ralentissement enregistré en 2020 induit par la crise sanitaire de la Covid-19.

Les flux nets au titre des autres investissements intra-UEMOA se sont établis à 1.805,8 milliards à fin 2021 contre 1.749,6 milliards un an plus tôt, soit une hausse de 3%, en lien avec la dynamique des crédits commerciaux ainsi que des prêts octroyés par la BOAD aux secteurs public et privé dans les Etats membres de l'UEMOA.

Le présent rapport analyse l'évolution des paiements extérieurs de l'Union en 2021. Il comporte trois parties :

- les faits marquants de l'environnement économique dans lequel se sont inscrits les échanges extérieurs de l'Union en 2021 ;
- l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale régionales en 2021 ;
- l'évolution des échanges intra-UEMOA en 2021.

I- FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2021

1.1- Environnement international

L'année 2021 a été marquée par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020, du fait de la crise de la Covid-19. Cette reprise, observée dans tous les pays du monde, est portée par le regain de dynamisme de la demande, induit par la réouverture des économies et les soutiens budgétaires et monétaires. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI, janvier 2023), le taux de croissance de l'économie mondiale est ressorti à 6,2% en 2021 après la baisse de 3,0% enregistrée en 2020.

Les économies avancées ont enregistré une croissance de +5,4% en 2021 contre -4,4% en 2020. L'activité économique aux Etats-Unis s'est renforcée de 5,9% après une contraction de 3,4% en 2020. Ce regain de vigueur de l'activité s'explique par les plans de relance massifs mis en place pour soutenir la reprise économique, ainsi que les avancées rapides dans la campagne de vaccination.

Au niveau des principaux pays émergents et en développement, le taux de croissance de l'activité est ressorti en moyenne à 6,7% en 2021 après le recul de 1,9% enregistré en 2020. En Chine, en dépit de la crise de l'immobilier, la croissance s'est accélérée, passant de 2,2% en 2020 à 8,4% en 2021, dans un contexte marqué par l'augmentation de la demande extérieure. L'économie indienne a enregistré un taux de croissance de 8,7% en 2021 contre un repli de 6,6% en 2020. Au Brésil, le taux de croissance s'est établi à 5,0% en 2021 après un recul de 3,9% en 2020. En Russie, l'activité économique a tiré parti du renchérissement du pétrole et du gaz induit par la reprise de la demande mondiale pour afficher un taux de croissance de 4,7% en 2021, après une contraction de 2,7% en 2020.

En Afrique subsaharienne, l'activité économique s'est traduite par un taux de croissance de 4,7% après un recul de 1,6% en 2020. Le Nigeria a enregistré une croissance de +3,6% en 2021 après -1,8% en 2020, en ligne avec la hausse des cours des produits de base, notamment le pétrole. En Afrique du Sud, l'économie a connu une progression de son PIB, avec un taux de croissance de 4,9% en 2021 après un recul de 6,3% en 2020.

Après le ralentissement enregistré en 2020, du fait de la Covid-19, les économies de l'Union ont retrouvé, au cours de l'année 2021, leur dynamisme d'avant la crise sanitaire. Elles ont bénéficié de la mise en œuvre d'importants programmes de relance économique, de la poursuite des chantiers précédemment suspendus du fait de la pandémie et du maintien par la Banque Centrale de sa politique monétaire accommodante, afin de permettre aux établissements de crédit de mieux répondre aux besoins de financement des agents économiques.

Selon les récentes estimations, le taux de croissance du PIB de l'Union s'est établi à 6,1% en 2021 après une légère hausse de 1,8% en 2020, porté par l'ensemble des secteurs d'activité, notamment le secteur tertiaire en lien avec l'augmentation des activités de transport, d'hôtellerie et de restauration. La contribution du secteur tertiaire à la croissance a été de 4,7 points de pourcentage (pdp). Celles des secteurs primaire et secondaire ont représenté respectivement 0,1 et 1,3 pdp.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 3,6% en 2021 après 2,1% en 2020. Cette remontée de l'inflation s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires et, dans une moindre mesure, par la hausse observée au niveau de la fonction logement.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2021. L'indice du taux de change de la devise européenne, calculé par la BCE, s'est renforcé de 1,2%. Le cours de l'euro s'est accru de 3,7% pour s'établir à 1,1835 dollar des Etats-Unis en 2021. La monnaie de la zone euro est également ressortie en hausse par rapport au yen japonais (+6,6%) et au franc suisse (+1,0%). L'euro a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents. Il s'est amélioré de 30,1% vis-à-vis de la livre turque, 5,5% face au rouble russe et 3,4% à l'égard de la roupie indienne. En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face au dollar australien (-4,9%), à la livre sterling (-3,3%) et au dollar canadien (-3,0%). L'euro s'est également replié de 6,9% par rapport au rand sud-africain et de 3,0% face au yuan chinois.

Reflétant le redressement de l'activité économique, les flux commerciaux à l'échelle mondiale ont affiché une hausse de 10,2% en 2021, après un effondrement de près de 7,2% l'année précédente.

S'agissant des produits de base exportés par les Etats membres de l'Union, leurs cours se sont sensiblement raffermis, à la faveur de la reprise de la demande à l'échelle mondiale, dans un contexte où de multiples contraintes ont pesé sur l'offre et l'approvisionnement des marchés. L'indice des principaux produits exportés affiche une hausse de 15,9% en 2021 après +1,2% en 2020.

La hausse des cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union est localisée au niveau des produits énergétiques avec notamment le gaz (+116,5%) et le pétrole (+58,6%) ainsi que des produits non énergétiques comme les huiles végétales (+72,2%), le coton (+38,7%), le caoutchouc (+41,5%), le zinc (+27,6%), le café (+25,5%), l'uranium (+5,1%), le bois grume (+8,1%) et les engrais dont le phosphate (+52,9%). L'or, le cacao et la noix de cajou sont les seuls produits de base exportés ayant enregistré une baisse de leurs cours (respectivement de -2,1%, -1,5% et -4,5%). Les cours de l'or ont été affaiblis par la vigueur du dollar des Etats-Unis, la stabilisation des taux longs réels et la réduction des incertitudes liée à l'ouverture des économies malgré la persistance de la pandémie de Covid-19.

Les prix des principaux produits alimentaires importés ont également connu une hausse importante de leur rythme de progression (+14,5% en 2021 après +3,3% en 2020). La progression des prix constatée concerne l'ensemble des produits de base importés, hormis le riz (-5,6%). Il s'agit notamment des huiles végétales (+72,2%), du blé (+23,5%) et du sucre (+16,7%).

1.2- Environnement interne

Les économies de l'UEMOA ont évolué, au cours de l'année 2021, dans un environnement international marqué par la reprise progressive de l'activité économique, après la crise induite par la pandémie de la Covid-19. Au niveau interne, l'activité économique a retrouvé son dynamisme d'avant la crise sanitaire, à la suite d'importants programmes de relance économique, de la poursuite des chantiers ayant connu un ralentissement du fait de la pandémie. Le taux de croissance du produit intérieur brut de l'UEMOA est passé de 1,8% en 2020 à 6,1% en 2021, du fait de la reprise de l'activité économique dans l'ensemble des secteurs d'activité notamment dans les secteurs manufacturier, du tourisme, de l'hôtellerie et de la restauration.

La campagne agricole 2021/2022 a été caractérisée par des conditions climatiques peu favorables, qui ont conduit à une baisse des récoltes dans la plupart des Etats membres de l'Union, en particulier dans les pays sahéliens. Dans ce contexte, sur la base des estimations effectuées par les services nationaux, la production vivrière de l'UEMOA, est ressortie à 66.315.451 tonnes au titre de la campagne 2021/2022, en baisse de 8,1% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution découle de la chute des récoltes de céréales (-12,8%), des cultures telles que les légumineuses, les plantes horticoles et les fruits (-9,7%) et des tubercules (-1,1%). Toutefois, comparées à la moyenne des cinq dernières années, les récoltes en 2021 ont connu une légère hausse de 1,0%.

Comparées à la campagne agricole précédente, les récoltes des principales cultures d'exportation sont en hausse à l'exception de l'arachide et du café au cours de la campagne agricole 2021/2022.

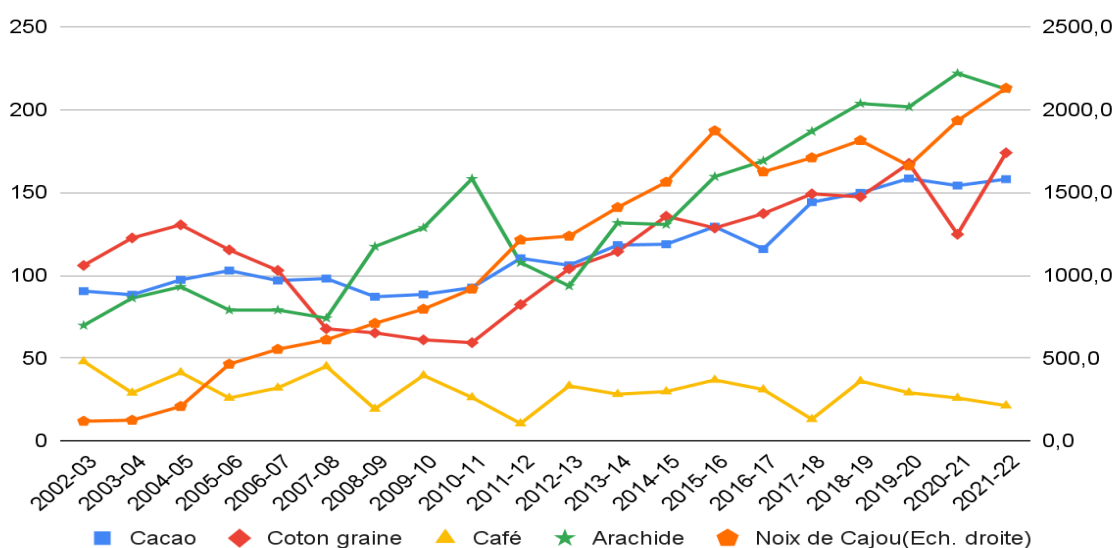
La production de cacao a connu une hausse de 2,6%, s'établissant à 2.244.204 tonnes. Cette évolution est imputable à la hausse de 2,6% de la production en Côte d'Ivoire, en dépit de la volonté des autorités ivoiriennes de maintenir la production annuelle autour de 2.000.000 de tonnes, afin de limiter l'offre sur le marché international et éviter un effondrement des cours mondiaux.

S'agissant de la production de café, elle est ressortie en baisse de 19,1% au cours de la campagne 2021/2022, soit 84.418 tonnes. Cette situation est consécutive au vieillissement des vergers de café en Côte d'Ivoire et de l'attrait d'autres spéculations, principalement l'hévéa.

La production de coton graine dans l'Union s'est située à 2.836.625 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, en progression de 30,0% par rapport à la campagne précédente.

Ce résultat est imputable à la production réalisée au Mali (741.184 tonnes), à la suite des mesures prises pour débloquer les subventions aux engrais, précédemment suspendues, et l'augmentation du prix minimum d'achat au producteur porté de 200 à 280 FCFA, qui ont eu pour effet une augmentation considérable des superficies emblavées, passées de 160.000 hectares en 2020/2021 à 790.000 hectares.

Graphique 1 : Evolution des indices de production des principaux produits agricoles exportés par l'Union (Base 100= 1999-2000)



Source : BCEAO

La quantité d'arachide récoltée au titre de la campagne 2021/2022 s'est établie à 3.602.288 tonnes, en baisse de 11,3% par rapport à l'année précédente, en lien avec la contraction de 6,7% des récoltes au Sénégal, principal pays producteur de l'Union.

Le volume de noix de cajou récolté est ressorti à 1.432.266 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, en hausse de 12,8% par rapport à la campagne précédente. Cette évolution est imputable à la hausse de 14,1% des récoltes en Côte d'Ivoire, principal producteur avec 66,9% de l'offre totale de l'Union en 2020.

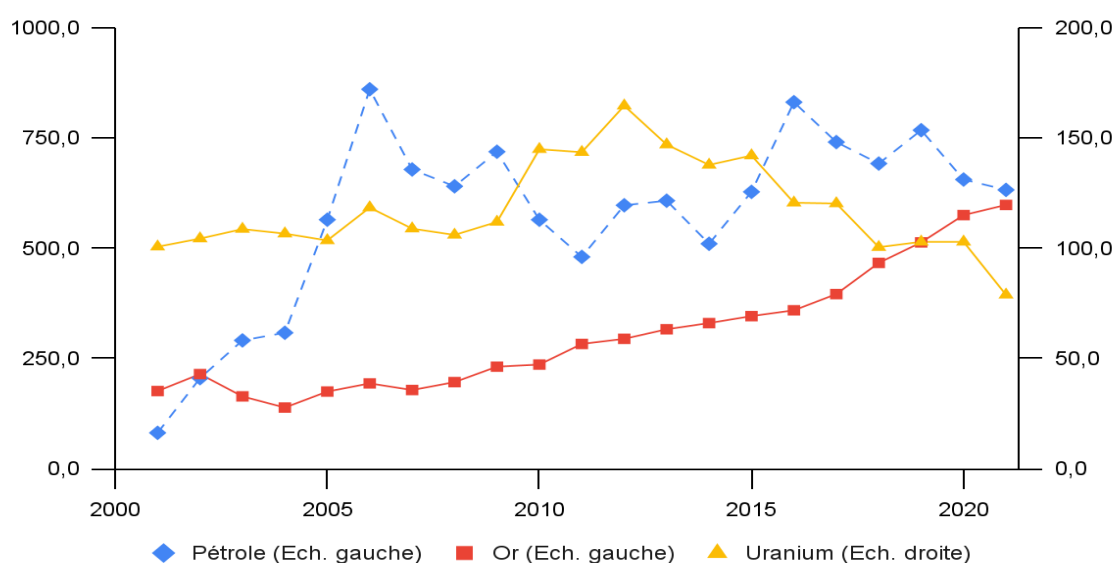
La production de caoutchouc s'est établie à 1.100.386 tonnes au cours de la campagne 2021/2022, soit un accroissement de 15,9% par rapport à la précédente saison agricole, sous l'effet de l'augmentation du nombre d'arbres arrivés à maturité.

Les statistiques sur les activités extractives au cours de l'année 2021 indiquent une bonne tenue des productions d'or et de phosphates. En revanche, celles de pétrole et d'uranium sont en baisse.

La quantité d'or extraite dans l'Union en 2021 est estimée à 195.846 kg, soit une hausse de 4,0% par rapport à 2020. Cette évolution est consécutive à la hausse de la production de 7,6% au Burkina (66.859 kg), de 3,8% en Côte d'Ivoire (40.000 kg), de 203,9% au Niger (407 Kg) et de 17,8% au Sénégal (19.120 kg). Le niveau de la production au Mali, premier producteur de l'UEMOA, est ressorti en baisse de 2,5% avec une production estimée à 69.460 Kg.

En revanche, les extractions de pétrole brut ont connu une diminution de 3,6%, du fait principalement du repli de 6,9% de la production en Côte d'Ivoire, atténué par une augmentation des volumes de 2,1% au Niger. La production d'uranium a également enregistré une baisse de 23,6% ressortant à 2.285 tonnes en 2021 contre 2.991 tonnes en 2020, en relation avec le repli de la demande mondiale.

Graphique 2 : Evolution des indices des productions minières et pétrolières (Base 100=2000)



Source : BCEAO

S'agissant de la production des phosphates, elle est estimée en hausse de 3,5%, ressortant à 3.074.368 tonnes en 2021, sous l'effet de la progression de 10,2% de l'offre du Togo (évaluée à 1.456.368 tonnes), atténuée par le repli de 0,2% de celle du Sénégal.

Par ailleurs, le taux d'inflation en moyenne annuelle dans l'Union s'est établi à 3,6% en 2021 contre une réalisation de 2,1% en 2020. La hausse des prix s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien avec, d'une part, les difficultés d'approvisionnement des marchés, en raison principalement des incidences des crises sanitaire et sécuritaire et d'autre part, l'envolée des cours internationaux des produits importés, couplée à la flambée des coûts du fret.

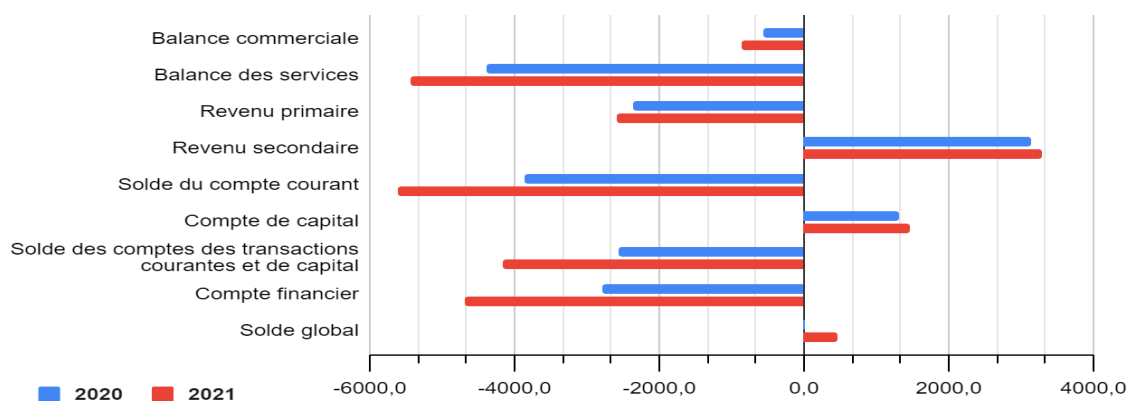
Concernant l'exécution des opérations financières des Etats, elle a été marquée au cours de l'année 2021 par les répercussions des stratégies de relance en vue de la reprise effective de l'activité économique à la suite du choc de la Covid-19 en 2020. En effet, les pouvoirs publics se sont mobilisés pour apporter des solutions face à la crise économique post Covid-19, en prenant diverses mesures pour soutenir l'activité économique. La mise en œuvre de ces mesures s'est traduite par une forte mobilisation de ressources ayant conduit à une croissance des recettes totales et dons (+11,7 points de pourcentage) plus importante que celle des dépenses publiques (+10,1 points de pourcentage). Dans ce contexte, le déficit budgétaire est passé de 5,6 points de pourcentage du PIB en 2020 à 5,5% du PIB à fin décembre 2021.

L'encours global de la dette extérieure des Etats membres de l'Union, à fin décembre 2021, est ressorti à 34.227,1 milliards de FCFA contre 29.892,7 milliards de FCFA à fin décembre 2020, soit une hausse de 14,5%. Le ratio de l'encours de la dette extérieure sur le PIB s'est fixé à 34,3% en 2021 contre 32,5% un an plus tôt.

II- EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA

Les transactions de l'UEMOA avec le reste du monde se sont traduites au cours de l'année 2021 par un solde global excédentaire de la balance des paiements de 475,7 milliards¹, après un solde positif de 15,8 milliards en 2020. Cette évolution traduit essentiellement la hausse des flux nets de capitaux au titre du compte financier², nonobstant le creusement du déficit courant.

Graphique 3 : Evolution du déficit courant et de ses composantes

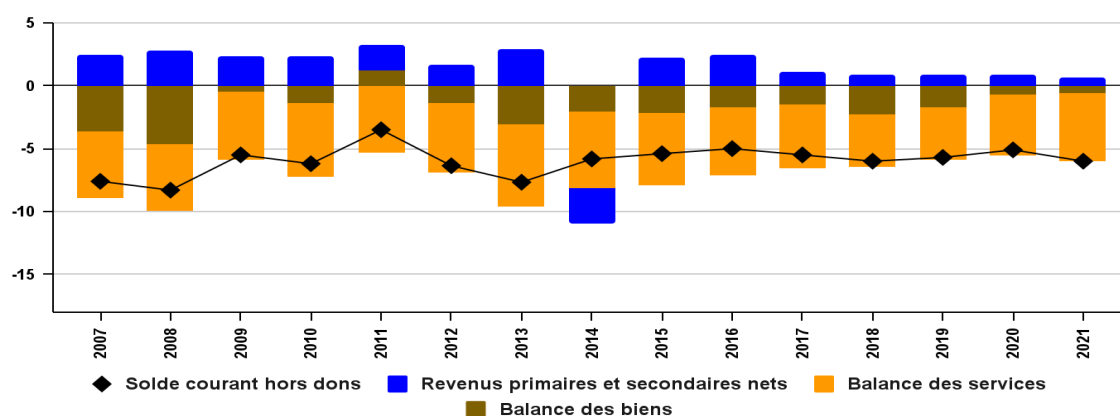


Source : BCEAO

2.1- Compte des transactions courantes

Le déficit des transactions courantes s'est inscrit en hausse en 2021 pour s'établir à 5.619,2 milliards contre 3.862,4 milliards en 2020. Hors dons, il est ressorti à 6,0% du PIB en 2021 contre 5,1% en 2020, soit une détérioration de 0,9 point de pourcentage.

Graphique 4 : Evolution du déficit courant et de ses composantes en % du PIB



Source : BCEAO

¹ Les montants indiqués dans ce rapport sont en franc CFA, sauf indication contraire.

² Avec la méthodologie de la sixième édition, la convention de signe des rubriques du compte financier a changé. Les signes (-) correspondent à des accroissements d'engagements et/ou des diminutions de créances. Quant aux signes (+), ils traduisent une réduction d'engagements et/ou augmentation des créances.

L'augmentation du déficit du compte courant est essentiellement imputable à la dégradation du solde déficitaire des biens et services atténuée par la hausse de l'excédent du compte de revenu secondaire (transferts courants nets), dans un contexte d'aggravation du solde négatif du compte de revenu primaire (revenus nets des facteurs).

2.1.1 - Balance des biens et services

Le déficit structurel de la balance des biens et services s'est aggravé de 1.660,6 milliards, en passant de 4.646,7 milliards en 2020 à 6.307,3 milliards en 2021, en ligne notamment avec la détérioration du déficit de la balance des biens (+676,3 milliards) conjuguée à l'augmentation du déficit des services (+984,2).

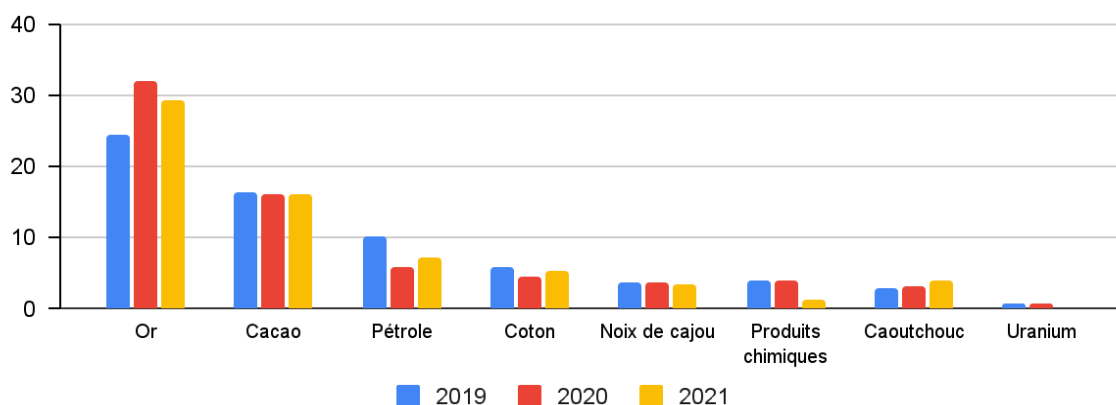
2.1.1.1 - Balance commerciale

Le déficit commercial a connu une expansion en 2021 en ressortant à 863,1 milliards, contre 186,8 milliards une année plus tôt, en raison d'une progression des exportations (+12,7%) inférieure à celle des importations (+16,8%).

2.1.1.1.1- Exportations de biens

Les exportations de biens se sont améliorées en 2021, en rapport essentiellement avec la bonne tenue des expéditions de la plupart des produits agricoles et produits miniers, exportés par les pays de l'union. Les exportations totales de biens en valeur des pays de l'UEMOA se sont établies à 17.659,0 milliards en 2021 contre 15.671,8 milliards en 2020, soit une hausse de 13,7%. Cette amélioration est essentiellement imputable à la hausse des ventes de caoutchouc (+42,8%), de pétrole (+38,6%), de coton (+29,6%), de cacao (+11,4%), de noix de cajou (+8,0%) et d'or (+3,1%).

Graphique 5 : Evolution de la part des principaux produits exportés (en % des exportations totales)



Sources : BCEAO, INS

Les évolutions des exportations des principaux produits se présentent comme suit :

- Les exportations d'or** ont poursuivi leur tendance haussière, entamée depuis 2013, ressortant à 6.083,1 milliards en 2021, soit une augmentation de 3,1% par rapport à 2021. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des volumes expédiés, en raison du dynamisme des activités aurifères, notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire et au Niger, modérée toutefois par le recul des cours internationaux de ce produit. Pour rappel, l'or était quasiment la seule matière première à avoir connu une hausse en 2020, en raison de son rôle de valeur refuge dans le contexte de la crise de covid-19. Les ventes extérieures d'or de l'Union ont été destinées principalement à la Suisse (63,6%), à l'Afrique du Sud (19,8%) et à l'Inde (4,4%). L'or occupe la première place des exportations de l'Union avec une part de 29,6% en 2021, contre 32,2% en 2020.

- **Les expéditions des produits de cacao** de l'Union ont progressé de 11,4% en 2021, ressortant à 3.320,7 milliards, contre 2.979,9 milliards un an plus tôt. Cette évolution reflète la vigueur des prix pratiqués à l'exportation, couplée à la hausse du volume expédié. Les produits du cacao sont majoritairement destinés à l'Union Européenne, qui concentre près de 62% des ventes, en particulier les Pays-Bas (20,8%), la Belgique (11,4%) et l'Allemagne (7,2%). Le continent américain constitue la deuxième destination des produits de cacao de l'Union (22,1%), dont 17,1% pour les Etats-Unis. Le cacao et ses dérivés occupent le deuxième rang des produits exportés par l'Union, avec une part de 16,1% du total des ventes en 2021, contre 16,3% un an plus tôt.
- **Les ventes des produits pétroliers** ont augmenté de 48,6% en 2021, pour s'établir à 1.470,7 milliards. Cette évolution s'explique essentiellement par l'orientation favorable des cours de l'or noir observés sur les marchés internationaux. Les produits pétroliers ont représenté 7,1% des ventes à l'extérieur de l'Union en 2021, en augmentation de 2,2 points de pourcentage par rapport à l'année 2020. L'Europe constitue la première destination des produits pétroliers de l'Union, avec 35,6%, suivie du continent africain (23,7%).
- **Les exportations de coton, avec une part de 5,2% du total des exportations de l'Union**, ont connu une hausse de 29,6% pour ressortir à 1.080,6 milliards en 2021. Cette évolution est imputable essentiellement à la hausse des cours de cette spéculation, couplée à une augmentation des volumes expédiés notamment en Côte d'Ivoire et au Mali. En particulier, l'évolution favorable des volumes expédiés par la Côte d'Ivoire, s'explique par le fait que la filière cotonnière a bénéficié de l'appui du Gouvernement à travers (i) la subvention des prix des intrants ; (ii) l'augmentation des surfaces cultivées ; (iii) la distribution de semences améliorées à haut rendement et (iv) la stabilité des prix d'achat aux producteurs. Pour le cas du Mali, la filière cotonnière a retrouvé son dynamisme après la chute de la production en 2020 résultant de la baisse du prix garanti au producteur par la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT). Les principaux pays de l'Union exportateurs de ce produit sont le Bénin (37,8%), le Burkina (22,8%), la Côte d'Ivoire (20,9%) et le Mali (13,0%). Les exportations de coton sont orientées principalement vers l'Asie (74,3%) et l'Europe (18,5%). La part de l'Afrique dans les ventes extérieures de coton est ressortie à 4,3%.
- **Les ventes à l'extérieur de noix de cajou ont progressé de 8,0%** en 2021 pour ressortir à 722,0 milliards, représentant 3,5% des ventes totales de l'Union. Cette évolution s'explique principalement par la hausse des prix pratiqués à l'expédition. Les expéditions à l'extérieur de ce produit sont orientées principalement vers l'Asie (90,7%).
- **Les exportations de caoutchouc**, ressorties à 853,6 milliards en 2021, se sont accrues de 42,8% par rapport à leur niveau de 2020. Le poids des ventes à l'extérieur de caoutchouc dans le total des ventes à l'extérieur est passé de 3,3% en 2020 à 4,1% en 2021 sous l'effet de la hausse des cours de cette spéculation sur les marchés internationaux. Les ventes extérieures de caoutchouc sont destinées essentiellement à l'Asie (47,0%) et à l'Europe (37,2%).
- **Les exportations de produits chimiques, composées essentiellement d'acide phosphorique, d'engrais, de produits pharmaceutiques et cosmétiques**, se sont établies à 693,3 milliards en 2021, en augmentation de 9,0% par rapport à leur niveau de 2020. La part des ventes extérieures de produits chimiques dans les exportations de l'Union s'est établie à 3,4% en 2021, en légère baisse par rapport à leur poids de 2020 (3,5%). Une proportion prépondérante des exportations de produits chimiques est destinée à l'Asie (46,8%) aux autres pays du continent africain (41,5%).
- **Les ventes d'uranium** ont baissé de 27,8% en 2021, pour s'établir à 105,0 milliards, après la tendance haussière affichée depuis 2018. Cette évolution fait suite à l'arrêt de la production de l'une des principales industries uranifères (COMINAK) intervenue au premier semestre 2021. La part des expéditions d'uranium dans les exportations de l'Union est ressortie à 0,5%, contre 0,8% en 2020, soit une baisse de 0,3 point de pourcentage. Les exportations d'uranium ont été orientées essentiellement vers la France (80,3%) et le Canada (19,7%) pour l'année 2021.

- **Les autres produits d'exportation** sont constitués essentiellement de produits du café, de l'arachide, des produits de la pêche, de l'huile de palme, de l'amande de karité, du bois et des ouvrages en bois. Ils concernent aussi la banane, l'ananas, les phosphates, les cigarettes et l'oignon. Cette rubrique recouvre également les réexportations³, dont la part dans les ventes extérieures de l'Union s'est établie à 5,0% en 2021 tout comme en 2020. Les exportations sont ressorties en hausse de 14,6% en 2021, en lien principalement avec le regain des échanges transfrontaliers entre le Nigeria, le Bénin et le Niger. La part des autres produits d'exportation est ressortie à 9,8% en 2021 contre 10,0% un an auparavant. Cette évolution s'explique notamment par la baisse des parts des produits de la pêche (-0,2 point de pourcentage) ainsi que du ciment et clinker (-0,2 point de pourcentage).

La répartition géographique des exportations de l'Union montre que celles-ci sont destinées principalement à l'Europe (44,1%), suivie de l'Afrique (24,9%), de l'Asie (20,7%) et de l'Amérique (5,9%).

Les ventes extérieures de biens de l'Union vers l'Europe ont progressé de 2,0% pour s'établir à 7.677,8 milliards en 2021, contre 7.526,5 milliards en 2020. Cette évolution est imputable essentiellement à la hausse des expéditions d'or et de cacao. La part de l'Europe dans le total des exportations de l'UEMOA se répartit entre l'Union Européenne pour 21,0% et les autres pays européens, pour 23,1%. La Suisse, les Pays-Bas et la France demeurent les principaux clients de l'Union, en accueillant respectivement 21,5%, 4,8% et 4,1% des exportations au cours de la période sous revue.

La part des ventes extérieures à destination du continent africain s'est établie à 24,9% en 2021, contre 24,3% en 2020, soit une augmentation de 0,6 point de pourcentage. Les expéditions de l'Union vers les autres pays d'Afrique sont dominées par les produits pétroliers (23,7%) notamment en direction du Nigeria, l'or (19,8%) destiné principalement à l'Afrique du Sud et les produits chimiques (8,5%). En particulier, les produits de l'Union exportés vers les autres Etats de la CEDEAO hors UEMOA sont principalement orientés vers le Nigeria et le Ghana, avec des parts respectives estimées à 74,8% et 12,9% en 2021.

La part des exportations de marchandises de l'Union en direction de l'Asie a augmenté, passant de 18,5% en 2020 à 20,7% en 2021. Par pays, les ventes sont principalement destinées à l'Inde et à la Chine, dont les poids relatifs sont respectivement de 5,3% et 3,5% en 2021. Les exportations à destination du continent asiatique sont constituées principalement de l'anacarde (21,7%), du coton (20,9%), du cacao (11,9%), du caoutchouc (11,2%), de l'or (8,9%), de produits chimiques (6,8%) ainsi que de produits de l'arachide (4,1%). L'or, les produits chimiques et l'anacarde sont principalement expédiés en Inde, avec des parts respectives de 27,1%, 26,4% et 21,2% des ventes extérieures totales de ces produits. Le coton est vendu dans ce continent principalement au Pakistan (13,5%) et à la Chine (6,3%). Quant aux produits de l'arachide, leur destination sur ce continent est essentiellement la Chine (85,2%).

La part de l'Amérique dans les ventes extérieures de l'Union s'est établie à 5,9% en 2021, en hausse de 0,5 point par rapport au taux enregistré en 2020. Les parts des exportations en direction des Etats-Unis et du Brésil dans le total des exportations sont ressorties respectivement à 4,2% et 0,3% en 2021 contre 3,5% et 0,3% en 2020. Les exportations de l'Union à destination du continent américain sont composées de cacao (71,8%), de caoutchouc (11,2%), de produits chimiques (3,5%) et de coton (2,9%).

L'analyse des parts des exportations par pays fait ressortir la prédominance de la Côte d'Ivoire, qui représente 40,6% des ventes extérieures de l'Union en 2021 contre 40,8% en 2020, suivi du Burkina (15,0% contre 15,6%), du Sénégal (13,9% contre 13,7%) et du Mali (13,6% contre 14,6%). Les parts du Bénin et du Togo, ressortant respectivement à 9,3% et 3,7%, ont progressé de 1,4 point et 0,4 point en 2021. La part du Niger se situe à 3,3% en 2021 contre 3,7% en 2020. La part de la Guinée-Bissau est restée stable à 0,6% en 2021 tout comme en 2020. Les principaux contributeurs à la croissance des exportations ont été la Côte d'Ivoire (+6,1 points) et le Sénégal (+2,4 points).

³ Les produits de réexportations sont principalement constitués de produits alimentaires, de véhicules d'occasion et de cigarettes.

Le Burkina, le Bénin, le Togo, le Niger ainsi que le Mali ont également contribué positivement à la croissance des exportations de l'Union en 2021, contrairement à la Guinée Bissau dont la contribution a été quasi-nulle.

Tableau 1 : Part des pays membres dans les exportations de l'UEMOA (en %)

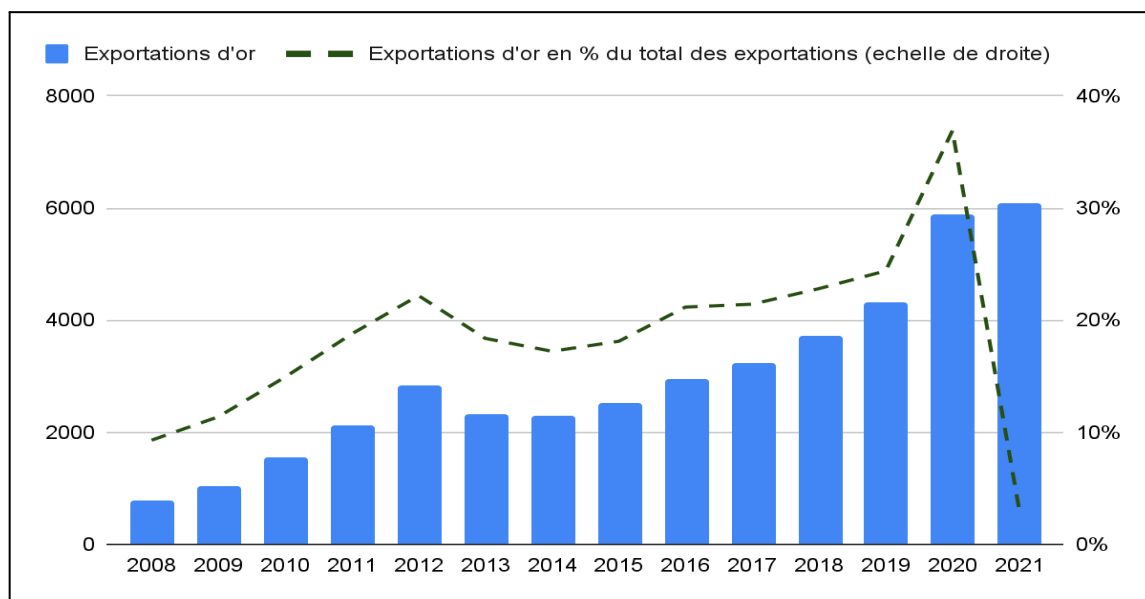
	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Bénin	6,1	5,8	7,7	9,5	7,1	7,5	8,5	11,4	10,1	7,9	9,3
Burkina	7,6	11,4	10,4	10,2	10	12	12,4	13,5	13	15,6	15,0
Côte d'Ivoire	54,7	48,4	46,9	48,1	49,6	46,2	45,5	40,7	41,9	40,8	40,6
Guinée-Bissau	1,2	0,5	0,6	0,6	1,1	1,2	1,3	1,2	0,8	0,6	0,6
Mali	9,8	12	11,2	10,3	11,5	12	11,1	12,2	12,2	14,6	13,6
Niger	5,5	5,8	6,2	5,4	4,6	4,4	4,6	4,1	3,7	3,7	3,3
Sénégal	10,3	11	11,2	11	11,9	12,2	12,6	13,2	14,7	13,7	13,9
Togo	4,7	5,2	5,9	4,9	4,3	4,4	3,9	3,7	3,5	3,2	3,7
Total Export.	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : BCEAO

Encadré 1 - Poids des exportations d'or dans les échanges extérieurs de l'UEMOA

L'exploitation de l'or est réalisée dans la plupart des pays de l'UEMOA, notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Niger et au Sénégal. Des activités marginales sont observées au Bénin, en Guinée-Bissau et au Togo. Avec la forte progression des cours internationaux, en raison de la dynamique de la demande des pays émergents, les exportations du métal jaune ont connu une hausse considérable faisant de cette spéculation la première source de recettes d'exportation de la zone au cours des cinq dernières années.

Graphique 6- Evolution des exportations d'or des pays de l'UEMOA

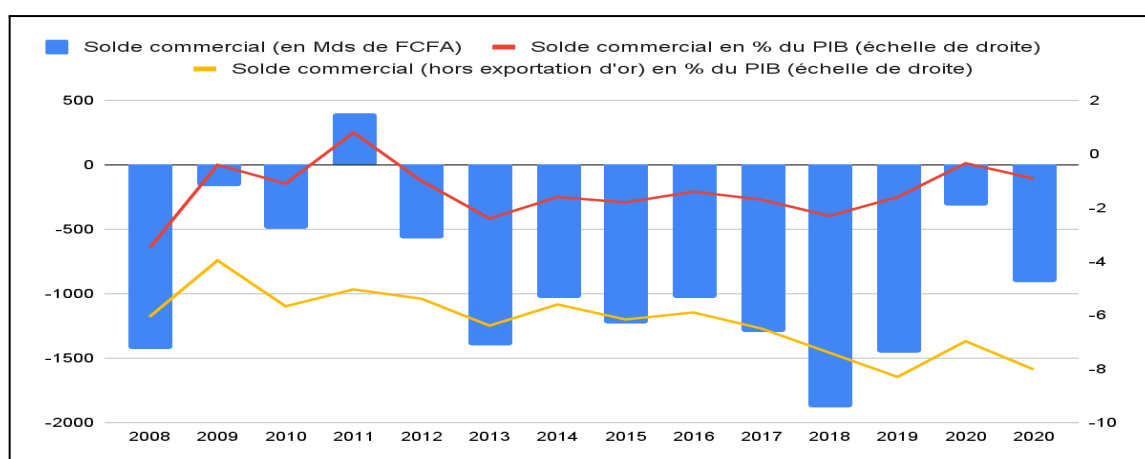


Sources : BCEAO, Statistiques douanières

Entre 2008 et 2020, les ventes à l'extérieur de l'or ont augmenté en moyenne de 19,3% par an. Ce rythme de progression des exportations est essentiellement imputable aux regains des activités aurifères, avec l'entrée en production de plusieurs mines notamment au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal. Leur part dans le total des exportations de l'Union a également suivi cette tendance, particulièrement en 2020 où la part des recettes d'exportations du métal jaune s'est située à 32,2% contre 24,4% en 2019, confirmant ainsi le statut de cette spéculation comme "valeur refuge" notamment en période de crise.

En effet, le cours de l'or a progressé de l'ordre de 24,5% au cours de l'année 2020, dans un contexte marqué par une récession mondiale en raison de la pandémie de Covid-19. De même, les cours de l'or s'étaient envolés à la suite de la crise financière de 2008 et des dettes publiques au sein de la zone Euro.

En 2021, l'or a représenté 29,4% du total des ventes de l'Union à l'extérieur avec une croissance de 3,1% par rapport à 2020. Les recettes d'or constituent une importante source d'atténuation du déficit commercial, avec un effet évalué à près de 5,0 points de pourcentage du PIB de l'Union au cours des cinq dernières années, avec un pic à 6,4 points en 2020. En effet, hors recettes d'exportations d'or le déficit commercial serait en moyenne de 7,5% du PIB sur la période 2017-2021. La prise en compte des recettes aurifères sur cette période ramène le déficit de la balance de biens à seulement 1,4% du PIB.

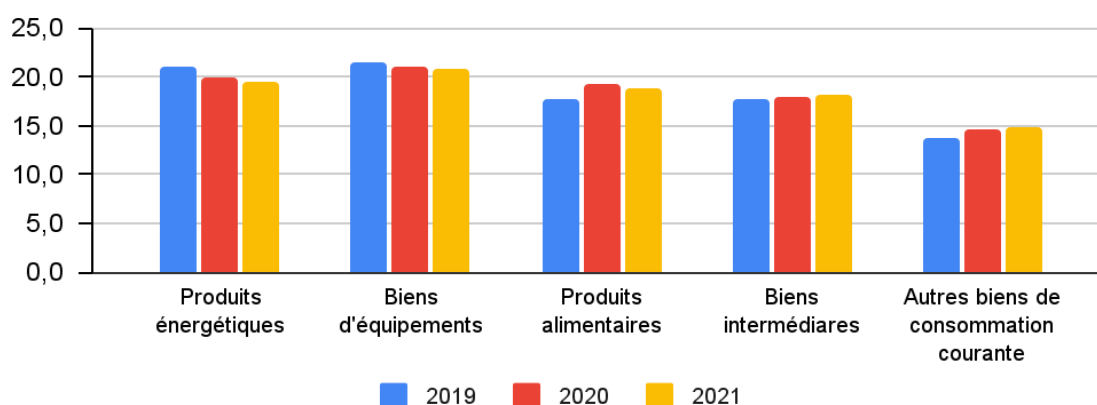
Graphique 7- Evolution du déficit commercial de l'UEMOA avec et sans recettes exportations d'or

Sources : BCEAO, Statistiques douanières

2.1.1.1.2 - Importations de biens

Les importations de biens en valeur FOB de l'Union ont progressé par rapport au niveau enregistré en 2020, en liaison avec l'alourdissement de la facture énergétique, conjugué au renchérissement des acquisitions en biens d'équipement et intermédiaires.

Les importations de biens en valeur FOB de l'Union sont ressorties à 18.522,1 milliards en 2021 contre 15.858,6 milliards en 2020, soit une hausse de 16,8% imputable notamment à l'augmentation des importations de produits pétroliers (+15,9%), des biens de consommation courante (+19,0%), conjugué à l'accroissement des acquisitions en biens d'équipement et intermédiaires (+18,8%).

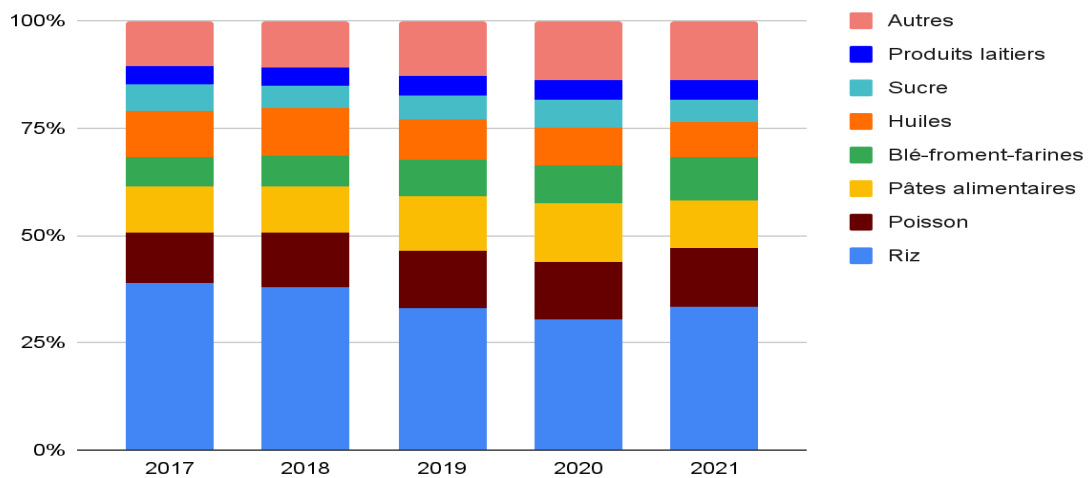
Graphique 8: Evolution de la part des principaux produits importés (en %)

Sources : BCEAO, INS

- **Les importations de produits alimentaires et autres biens de consommation courante** ont progressé de 19,0% en 2021 par rapport à leur niveau de 2020. En effet, elles se sont établies à 8.626,2 milliards contre 7.246,9 milliards en 2020. La part relative des achats extérieurs de biens de consommation courante, constituée essentiellement de produits alimentaires (55,9%), est ressortie à 33,9% en 2021 contre 33,8% en 2020, soit une légère hausse de 0,1 point de pourcentage. Le niveau élevé des importations de biens de consommation reflète la dépendance relativement forte des Etats de l'UEMOA aux produits de consommation en provenance de l'étranger. Les achats à l'extérieur de produits alimentaires ont augmenté de 17,5% par rapport à leur niveau de l'année précédente, en

raison essentiellement de la vigueur de la demande intérieure pour ces produits. L'orientation haussière des importations de produits alimentaires est imputable principalement aux achats à l'extérieur en blé (+42,0%), riz (+33,3%), produits de laiterie (+15,5%) et sucre (+3,0%). Les importations de blé proviennent essentiellement de l'Europe (82,0%) notamment la France (41,1%), la Russie (37,4%) et l'Ukraine (3,5%). Le continent asiatique, avec une part relative de 95,8%, est la principale zone de provenance des importations du riz de l'Union. Celles-ci proviennent en particulier de l'Inde (53,2%) et de la Thaïlande (16,2%). Les produits de laiterie sont fournis principalement par l'Europe (67,5%) et l'Afrique (12,5%). Les importations de sucre proviennent essentiellement du continent américain (76,2%), en particulier du Brésil (72,2%), de l'Europe (12,6%) notamment la France (4,8%) et de l'Asie (6,5%).

Graphique 9 : Evolution de la part des principaux produits alimentaires importés



Sources : BCEAO, INS

- **Les importations de produits énergétiques de l'Union ont progressé de 15,9%** par rapport à leur niveau de 2020 pour ressortir à 4.934,1 milliards en 2021, dans un contexte de remontée des cours du pétrole sur le marché international. Comparés aux acquisitions totales en valeur, les produits énergétiques importés ont représenté 19,4%, en diminution de 0,5 point de pourcentage par rapport à leur poids en 2020.
- **Les achats de biens intermédiaires**, composés en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, se sont accrus de 21,3% en 2021 pour s'établir à 4.642,1 milliards contre 3.827,5 milliards en 2020, en lien avec le regain du dynamisme de l'activité économique après la pandémie de la Covid-19. Leur part dans les acquisitions totales est estimée à 18,2% au cours de la période sous revue contre 17,8% en 2020. Les achats à l'extérieur de biens intermédiaires occupent le quatrième rang des achats à l'extérieur de l'Union et sont effectués essentiellement en Europe (41,2%), en Asie (39,2%) notamment en Chine (23,6%) et en Afrique (16,0%).
- **Les importations de biens d'équipement**, composées principalement de machines et appareils mécaniques, de machines et appareils électriques ainsi que de matériels de transport, ont progressé en 2021 (+16,7%) pour s'établir à 5.282,4 milliards contre 4.527,4 milliards en 2020. Les achats de biens d'équipement occupent le premier rang des acquisitions de biens de l'Union, avec une part estimée à 20,8% contre 21,7% un an auparavant. Les biens d'équipement proviennent principalement du continent asiatique (47,1%) notamment de la Chine (27,6%). L'importance des achats extérieurs effectués en Chine reflète les efforts de ce pays en matière de développement technologique et d'élargissement de son tissu industriel. La part des acquisitions de biens d'équipement effectuées en Europe s'est fixée à 38,8%, notamment des pays de la zone euro (35,7%). Le poids des acquisitions de biens d'équipement en provenance du continent américain s'est, pour sa part, établi à 8,1%, dont 5,2% en provenance des Etats-Unis.

L'origine géographique des importations de l'Union révèle que l'Europe est restée au premier rang des fournisseurs de l'Union avec une part estimée à 39,3% en 2021 contre 43,3% en 2020, soit une baisse de 4,0 points de pourcentage. Les achats de l'Union sur ce continent sont effectués notamment dans les pays de la Zone euro (30,8%), principalement la France qui concentre environ 11,6% du total des importations de la Zone.

La part des achats à l'extérieur de l'Union en provenance du continent asiatique s'est établie à 37,2% en 2021, en augmentation de 3,4 points par rapport au poids enregistré en 2020. Les approvisionnements de l'Union en provenance de ce continent proviennent essentiellement de la Chine (16,2%) qui est devenue depuis 2016, le premier fournisseur des pays de l'Union.

La part des importations de l'Union en provenance du continent africain est ressortie à 14,2% en 2021 contre 14,9% un an auparavant, soit un recul de 0,7 point de pourcentage. Le Nigeria demeure le premier fournisseur africain de l'Union avec une part de 5,6% du total des importations de la zone. La part des importations de l'Union en provenance des autres pays africains hors Afrique du Sud s'est établie à 5,9% en 2021 contre 5,4% en 2020

En ce qui concerne les autres pays de la CEDEAO, leur poids dans les importations totales a progressé en 2021, s'établissant à 8,2% contre 9,4% en 2020. Les marchandises achetées à partir des autres pays de cette zone portent notamment sur les produits énergétiques (66,1%), les biens intermédiaires (14,7%) et les produits alimentaires (8,7%). La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les premières destinations des produits en provenance des autres pays de la CEDEAO, avec des parts respectives de 52,7% et 19,7% en 2021. Les principaux pays fournisseurs sont le Nigeria et le Ghana, avec des parts respectives estimées à 68,8% et 28,1% en 2021 contre 69,7% et 27,6% en 2020. Les achats extérieurs des pays de l'Union en provenance de ces deux pays sont composés essentiellement de produits énergétiques, de produits chimiques et d'appareils électriques.

Les acquisitions de biens en provenance du continent américain ont progressé de 0,6 point de pourcentage en 2021 par rapport à 2020. En effet, la part des achats extérieurs de l'Union effectués en Amérique est ressortie à 8,3% en 2021 contre 7,7% un an auparavant. Les importations en provenance de ce continent sont composées principalement de produits alimentaires (34,1%) notamment le sucre en provenance du Brésil (9,4%), de biens d'équipement et intermédiaires ainsi que de produits pétroliers raffinés.

L'analyse des parts des pays dans les importations fait ressortir une prédominance de la Côte d'Ivoire, qui concentre 31,1% des achats à l'extérieur de l'Union en 2021, contre 29,5% en 2020, suivi du Sénégal (20,9% contre 20,6%), du Mali (14,1% contre 13,5%) et du Burkina (10,2% contre 11,8%).

Tableau 2 : Parts des importations par pays membres de l'UEMOA

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Bénin	7.9	7,4	8,8	11,2	8,5	9,7	10,6	11,5	10,4	10,2	9,4
Burkina	10.2	11,3	12,8	10,5	10,2	11,3	11,8	11,5	11,2	10,9	10,2
Côte d'Ivoire	44,3	34,4	31,4	31,3	33,3	30,9	30	29,3	29,1	29,5	31,1
Guinée-Bissau	1.0	0,7	0,6	0,8	0,8	0,9	1,1	0,9	1	1,0	0,9
Mali	12.6	11,1	11,2	11,5	12,6	13,7	13	12,4	13,5	13,3	14,1
Niger	10.4	7,5	7,5	8,1	8,2	7,3	7,5	7,6	7,7	8,2	7,6
Sénégal	21.6	20,1	19,6	19,2	18,7	18,4	20,4	21,3	21,6	20,6	20,9
Togo	8.1	7,5	8,1	7,4	7,7	7,7	5,7	5,6	5,5	6,3	5,7
TOTAL UEMOA	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

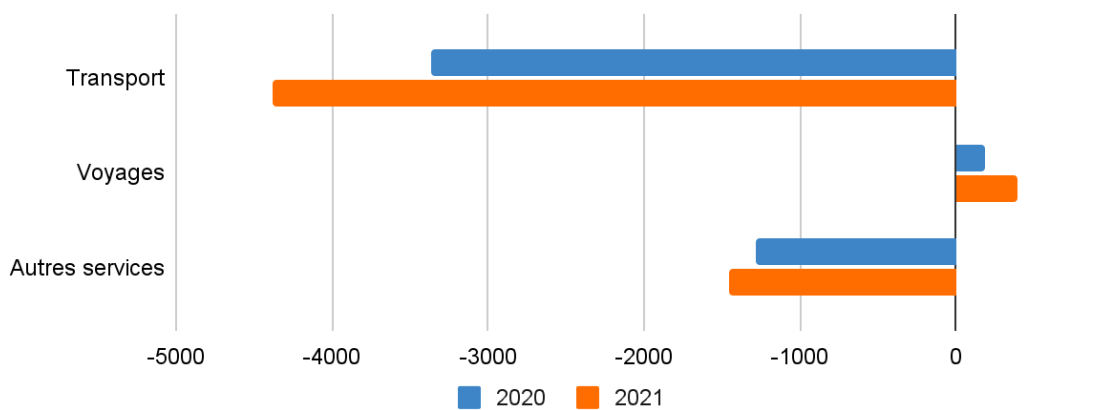
Source : BCEAO

2.1.1.2 - Balance des services

Le déficit du compte des services s'est détérioré en raison de la reprise effective de l'activité économique et de la poursuite des grands projets d'investissement après le ralentissement observé en 2020, du fait de la crise sanitaire de la Covid-19.

Le solde structurellement déficitaire de la balance des services de l'Union s'est creusé pour ressortir à 5.403,2 milliards en 2021 contre 4.380,3 milliards en 2020, soit une hausse de 23,4%. Cette évolution s'explique notamment par la hausse du déficit du poste transport (+24,5%) atténué par la bonne dynamique des recettes touristiques (+48,1%), consécutif à la levée des mesures de restriction sur les déplacements prises par les Etats dans le cadre de la lutte contre la propagation de la pandémie de la Covid-19 en 2020. En outre, les perturbations des circuits d'approvisionnement ayant conduit au renchérissement du coût du fret⁴, conjugués à la hausse des importations des services d'engineering, du fait de la reprise de l'activité économique et de la poursuite des grands projets d'investissement dans l'Union, ont contribué à l'aggravation du déficit des services.

Graphique 10 : Evolution de la structure des services nets (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Les principales recettes au titre des services proviennent du tourisme et des services fournis aux représentations diplomatiques ou ambassades. Quant aux dépenses de services, elles sont constituées, pour l'essentiel, des frets, d'assurance et des autres services aux entreprises.

Le solde déficitaire des services de transport est ressorti à 5.444,2 milliards en 2021 contre 4.459,9 milliards une année plus tôt, soit une hausse de 22,1%, en liaison essentiellement avec l'accroissement des dépenses liées au fret (+33,6%), suite aux perturbations des circuits d'approvisionnement engendrées par la pandémie de la Covid-19.

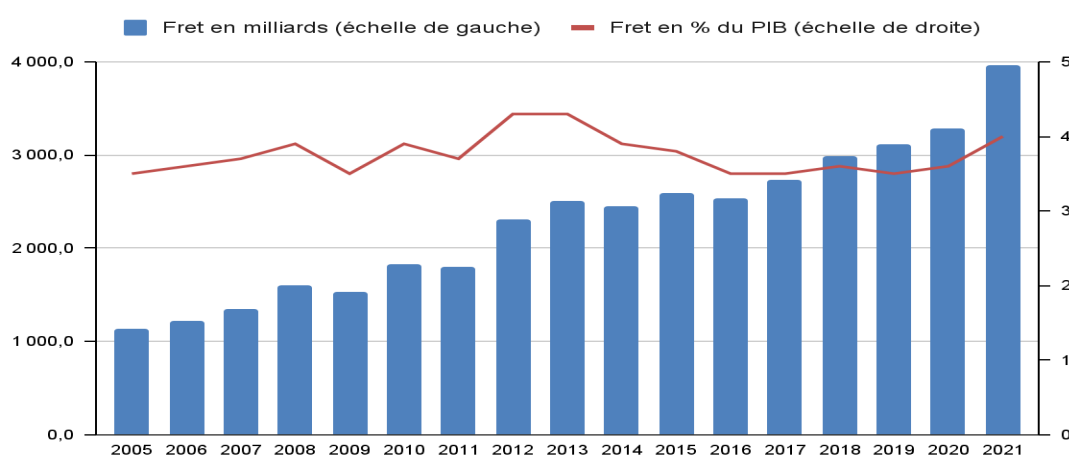
⁴ CNUCED, policy brief de avril 2021: Le transport de conteneurs à l'époque de Covid-19 : pourquoi les taux de fret ont augmenté et les implications pour les décideurs politiques.

Encadré 2 - Dynamique du fret dans les pays de l'UEMOA

La reprise de l'économie mondiale, suite au choc provoqué par la pandémie de la COVID-19, s'est heurtée depuis le début de l'année 2021 à une crise des chaînes d'approvisionnement à l'échelle mondiale liées notamment : (i) aux effets des mesures de restriction liées à la pandémie de la COVID-19 sur l'offre, (ii) à la pénurie de conteneurs maritimes et de chauffeurs, (iii) à la crise des semi-conducteurs et (iv) à la saturation des capacités de stockage. Ces facteurs de perturbation des chaînes d'approvisionnement sont intervenus dans un contexte de forte hausse de la demande.

Dans l'UEMOA, cette perturbation des chaînes d'approvisionnement s'est traduite notamment par une augmentation des coûts du fret. En effet, la facture du fret a représenté 4,0% du PIB de l'Union en 2021 contre 3,6% du PIB en 2020. Celle-ci représente en effet la principale source du déficit structurel de la balance des services (4,6% du PIB entre 2021-2021) et du déficit courant (4,5% du PIB entre 2021-2021).

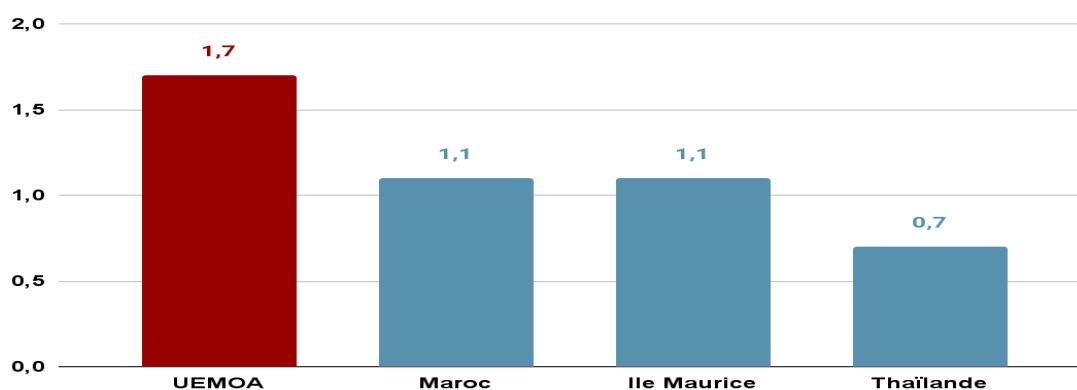
Graphique 11 - Evolution de la facture du fret dans l'Union (en milliards de FCFA)



Sources : BCEAO, Statistiques douanières

Ce coût élevé du fret dans les pays de l'UEMOA résulte de la faiblesse des capacités d'offre des services du fret et autres services auxiliaires. A titre illustratif, pour décharger 10 navires, il faut un temps médian de 17 jours dans l'UEMOA, contre 11 jours au Maroc et en Ile Maurice et 7 jours en Thaïlande.

Graphique 12 - Temps moyens médians de déchargement des navires dans l'UEMOA et dans les pays de Benchmark



Sources : BCEAO, Statistiques douanières

Cela s'est traduit par des recettes d'à peine 0,3% du PIB, contre une moyenne de 3,4% du PIB pour les dépenses relatives, traduisant des manques à gagner importants sur l'acheminement des marchandises exportées par les pays de l'Union (produits miniers et agricoles notamment).

Le solde de la rubrique « Voyages », retraçant les recettes nettes du tourisme s'est accru de 207,9 milliards en 2021 pour s'établir à 396,9 milliards contre 189,0 milliards en 2020. Cette situation reflète notamment la reprise de l'activité touristique de l'Union après la crise sanitaire de la Covid-19.

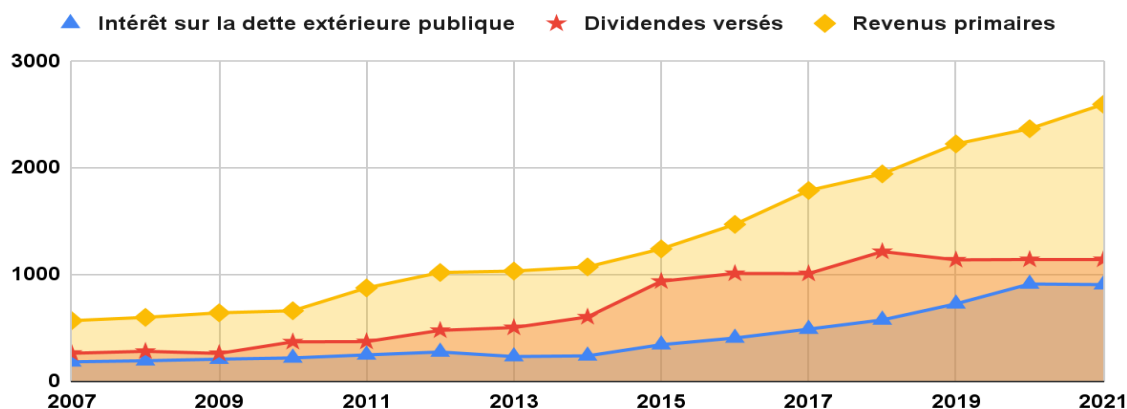
Le déficit des autres services est ressorti à 1.453,8 milliards en 2021 contre 1.277,6 milliards enregistrés un an plus tôt, soit une hausse de 13,8%. Cette évolution s'explique par l'augmentation des dépenses au titre des services spécialisés sollicités auprès des non-résidents par les entreprises des secteurs des industries extractives et des B.T.P., en lien avec la reprise de l'activité économique dans l'Union après la crise sanitaire de la Covid-19.

2.1.2 - Revenu primaire

Le revenu primaire représente les flux financiers qui reviennent aux unités institutionnelles, en contrepartie de leur contribution à la production ou à la suite de la fourniture d'actifs financiers et de la location de ressources naturelles à d'autres unités institutionnelles.

Le solde déficitaire du compte du revenu primaire est ressorti à 2.590,5 milliards en 2021, contre 2.361,6 milliards une année plus tôt. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des paiements des dividendes aux investisseurs étrangers.

Graphique 13 : Evolution du revenu primaire et des dividendes versés (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Les intérêts versés sur la dette extérieure se sont établis à 901,3 milliards en 2021, après 907,3 milliards en 2020. Le rapport des paiements d'intérêt de la dette extérieure sur les sorties nettes des revenus primaires ressort à 34,8% contre 38,4% en 2020, soit une baisse de 3,6 points de pourcentage. Cette tendance s'explique essentiellement par le niveau soutenu du service de la dette des Etats de l'Union, reflétant le recours des pays à des emprunts extérieurs pour financer les projets d'investissement public.

La rémunération des salariés, qui englobe notamment les salaires versés aux travailleurs saisonniers à l'étranger et au personnel local des entités extra-territoriales (Ambassades et Organismes internationaux) est ressortie excédentaire de 84,0 milliards en 2021 contre 77,0 milliards en 2020, soit une hausse de 9,0%.

2.1.3 - Revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire présente les transferts courants entre résidents et non-résidents. Le solde excédentaire du compte de revenu secondaire s'est légèrement accru, en lien essentiellement avec la hausse des transferts nets en faveur du secteur privé dont les effets ont été atténués par la baisse des appuis budgétaires reçus par l'Administration Publique.

Le solde créditeur du compte du revenu secondaire s'est amélioré de 132,6 milliards par rapport à 2020 en se situant à 3.278,6 milliards en 2021, en liaison essentiellement avec le dynamisme des transferts de fonds reçus des travailleurs migrants (+13,2%), dans un contexte de replis des appuis budgétaires nets en faveur de l'Administration Publique (-29,0%).

La dynamique du solde excédentaire des transferts en faveur du secteur public s'explique par la baisse des appuis, au titre de la coopération internationale, reçus dans les pays de l'Union. Ces appuis sont ressortis à 751,6 milliards en 2021 contre 1.053,7 milliards une année plus tôt.

Les transferts nets en faveur du secteur privé se sont établis à 2.506,8 milliards en 2021 contre 2.058,5 milliards en 2020, soit une hausse de 21,8%. Cette évolution s'explique essentiellement par l'accroissement des autres transferts courants et la bonne tenue des transferts nets de fonds des travailleurs migrants qui sont passés de 1.620,4 milliards en 2020 à 1.921,0 milliards en 2021, soit une augmentation de 18,5%.

Encadré 3- Evaluation des transferts de fonds des migrants dans l'UEMOA

La BCEAO procède au suivi des transferts de fonds des travailleurs migrants, dans le cadre de l'élaboration de la balance des paiements. En effet, ces flux entrent dans le cadre de l'évaluation du compte de revenu secondaire⁵. Les données collectées montrent que les transferts de fonds des travailleurs migrants sont en augmentation régulière depuis plusieurs années, à l'exception de 2009, où ils ont chuté de 6,6% en ligne avec la crise financière de 2008 qui a engendré la récession économique dans les pays développés et les pertes d'emplois qui s'en sont suivies.

Ces fonds sont estimés sur la base des transferts bancaires et des flux recensés auprès des sociétés de transfert rapide d'argent. Toutefois, compte tenu de l'origine et de la nature de ces transactions, des proportions plus ou moins importantes, selon les pays, échappent à ces circuits formels. Pour pallier ces insuffisances, la BCEAO a organisé des enquêtes sur les envois de fonds des travailleurs migrants auprès des ménages dans les 8 pays membres de l'Union entre 2011 et 2012.

L'objectif était de collecter des informations pouvant permettre d'améliorer la connaissance des flux des transferts de fonds des travailleurs migrants, en vue d'une meilleure prise en compte de ces flux dans le cadre de l'élaboration des statistiques de la balance des paiements et la formulation des politiques économiques des pays membres de l'UEMOA. Il ressort de ces enquêtes qu'en moyenne, plus de 17% des transferts de fonds des migrants reçus dans les pays de l'UEMOA transitent par des circuits informels, à travers notamment le système dit fax, les voyageurs et autres.

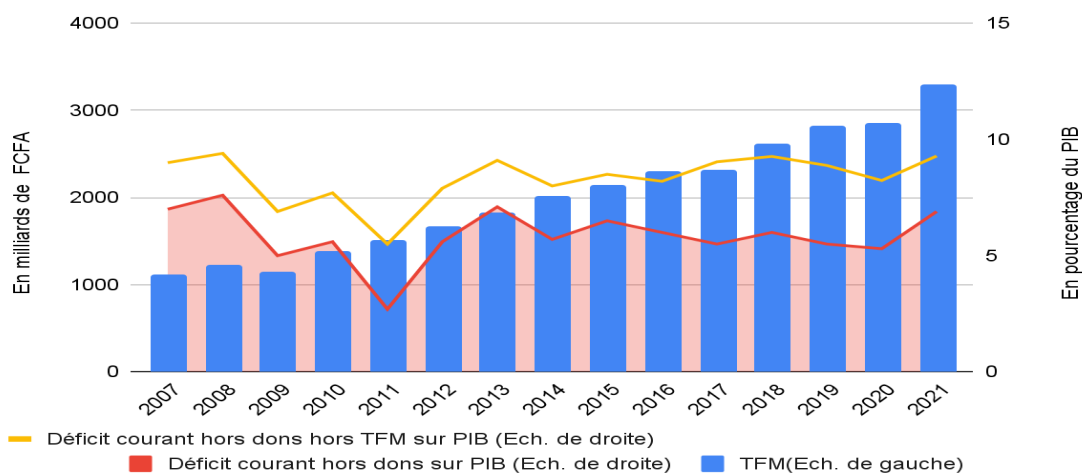
En plus des améliorations de l'évaluation globale des flux consécutives à la réalisation des enquêtes, des autres cadres de mesure de ces transferts ont été définis dans le cadre du suivi des échanges intra-communautaires. En effet, les travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des échanges intra-UEMOA permettent chaque année d'établir une matrice des flux des envois de fonds des travailleurs migrants intra-régionaux.

Les envois de fonds des travailleurs migrants constituent une source importante de financement extérieur des économies de l'Union, en termes notamment de lissage de la consommation des ménages. En effet, les enquêtes menées dans les pays de l'UEMOA révèlent que plus de la moitié des envois reçus est consacrée à des dépenses de consommation (54,6%), suivie des investissements immobiliers (15,8%), des autres investissements (5,5%), ainsi que des dépenses d'éducation (6,4%) et de santé (3,4%). Les événements familiaux et religieux mobilisent 8,7% des réceptions de fonds des travailleurs migrants.

⁵ Ce poste de la balance des paiements recense les aides budgétaires, les aides alimentaires en nature et en espèces, les transferts de fonds des travailleurs migrants, les transferts courants reçus par les ONG, etc.

Par ailleurs, avec un niveau annuel moyen d'environ 4% du PIB au cours des dix dernières années, ces flux financiers contribuent également à l'atténuation du déficit des transactions courantes comme le montre le graphique ci-après.

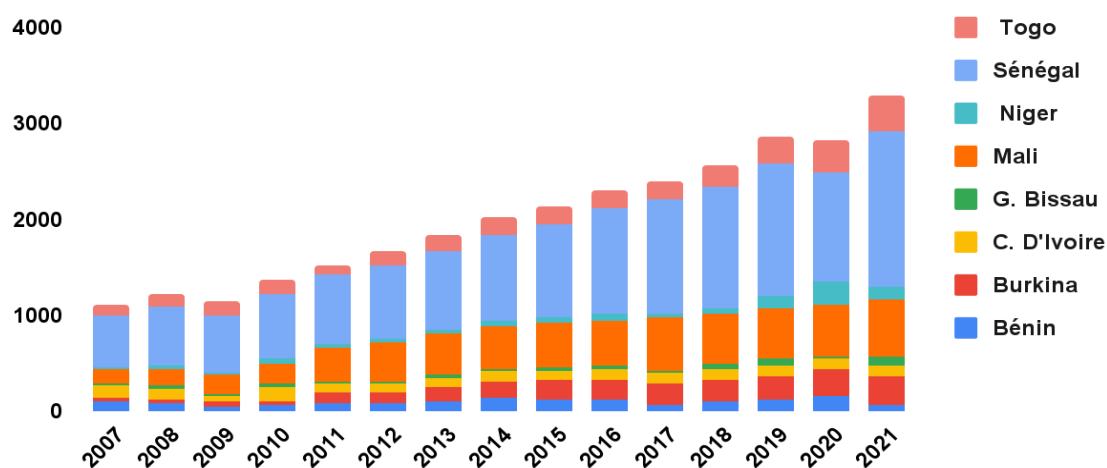
Graphique 14 : Evolution des transferts de fonds des migrants (TFM) et du déficit courant



Source : BCEAO

Le Sénégal a reçu, en moyenne, près de la moitié des flux communautaires de transferts de fonds des migrants sur la période 2011-2021. Le Sénégal (46,8%) est suivi du Mali (21,2%), du Togo (9,6%) et du Burkina (8,1%). L'importance de la population de migrants ressortissants de ces pays explique notamment leurs premières positions dans l'Union.

Graphique 15 : Evolution des transferts de fonds reçus des migrants dans l'UEMOA (en milliards de FCFA)



Source : BCEAO

Les ressources proviennent en majorité de l'Europe (65,4%), principalement de la zone euro (56,8%)⁶. Le continent africain constitue la deuxième source des transferts de fonds des migrants pour les pays de l'Union, avec 20,3% de l'ensemble des flux reçus, dont 7,4% de transferts intra-communautaires et 6,1% en provenance de la zone CEMAC.

⁶ La France et l'Italie fournissent respectivement 26,3% et 24,1%, soit environ la moitié des fonds reçus.

2.2- Compte de capital

Le compte de capital retrace les flux relatifs aux remises de dettes, aux dons-projets destinés au financement des investissements et aux acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (terres, ressources du sous-sol, brevets, licences d'exploitation, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

L'excédent du compte de capital est ressorti à 1.461,5 milliards, en progression de 11,6%, en raison essentiellement d'une augmentation des dons-projets reçus par les Etats membres de l'UEMOA.

2.2.1 - Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Le déficit du solde des transactions au titre des acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits, traditionnellement faible, est ressorti à 5,6 milliards en 2021.

2.2.2 - Transferts en capital

Les transferts en capital ont augmenté de 11,6% d'une année à l'autre, passant de 1.309,9 milliards en 2020 à 1.467,1 milliards en 2021, en liaison principalement avec la hausse des dons-projets reçus par les Etats membres de l'UEMOA.

Les dons-projets reçus proviennent notamment du Fonds Européen de Développement, de l'Agence Française de Développement, du Fonds Africain de Développement, de la Banque Mondiale, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la Banque Islamique de Développement, du Danemark, de la Chine, de la Coopération Suisse, de la Belgique et de divers autres partenaires bilatéraux et multilatéraux. Ces appuis financiers sont essentiellement destinés aux secteurs de l'agriculture, des infrastructures, des télécommunications et de la sécurité. Ils se sont améliorés en passant de 991,8 milliards en 2020 à 1.077,1 milliards en 2021.

Les transferts en faveur des autres secteurs, notamment les ONG et les ménages, ont progressé pour ressortir à 390,0 milliards en 2021 contre 318,1 milliards une année plus tôt. Les appuis à ces Organisations sont essentiellement orientés vers les activités de lutte contre la pauvreté ainsi que la construction d'infrastructures d'éducation dans certains pays de l'Union.

Le besoin de financement appréhendé par le cumul des soldes des transactions courantes et de capital est ressorti à 4.157,7 milliards en 2021, contre 2.553,0 milliards en 2020, soit une hausse de 62,9%. Il a été couvert à hauteur de 111,6%, en raison de la bonne dynamique des entrées nettes de capitaux au titre du compte financier, évaluées à 4688,8 milliards en 2021, contre 2.777,6 milliards en 2020.

2.3 - Compte financier

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique, englobe les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il retrace les comportements d'investissement et de financement des résidents. Ce compte décrit comment le besoin (capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisé).

Il est composé des investissements directs, des investissements de portefeuille, des dérivés financiers et des autres investissements.

Les transactions du compte financier en 2021 se sont traduites par une hausse des engagements au titre des investissements directs étrangers, des investissements de portefeuille et fléchissement des « autres investissements ».

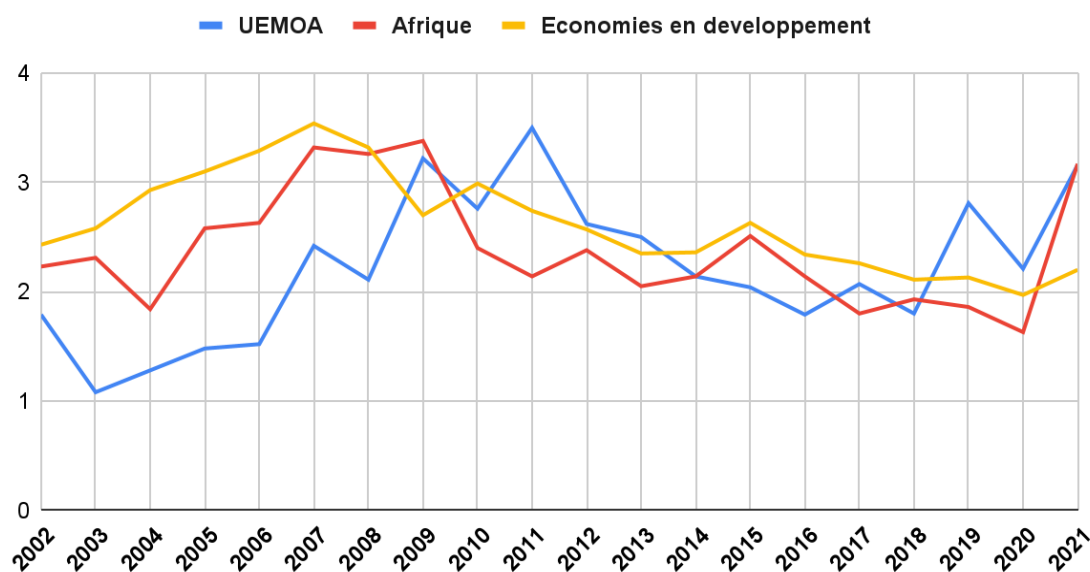
2.3.1 - Investissements directs

Les investissements directs sont constitués de nouvelles prises de participation dans le capital des sociétés résidentes, des bénéfiques réinvestis ainsi que des dettes et créances entre entreprises apparentées.

Les flux nets d'IDE se sont établis à 2.748,8 milliards en 2021, contre 1.999,4 milliards un an plus tôt, soit une augmentation de 37,5%, subséquent notamment à la reprise du cours normal des grands projets en cours d'exécution dans l'Union, après le ralentissement observé en 2020, suite à la survenance de la pandémie de la Covid-19. Cette évolution traduit principalement la hausse des entrées nettes au titre d'instruments de dette (+505,0 milliards), conjuguée avec l'augmentation des entrées nettes sous forme de titres de participation (+244,4 milliards). L'augmentation des entrées au titre des instruments de dette est principalement expliquée par les flux destinés au financement des projets pétroliers et gaziers dans l'Union.

Rapportés au PIB, les flux nets d'investissements directs étrangers en direction des pays de l'UEMOA sont ressortis à 2,7% en 2021, en progression de 0,5 point de pourcentage par rapport à 2020, contre des moyennes de 3,2% et 2,6% enregistrées en 2021 respectivement pour le continent africain et pour l'ensemble des pays en développement.

Graphique 16 : Evolution comparée du taux d'investissement direct dans l'UEMOA et dans les pays en développement (en % du PIB)



Source : BCEAO à partir des données de la CNUCED

L'encours des d'IDE reçu dans l'Union à fin 2021 est constitué de 61,9% de titres de participation et de 38,1% d'instruments de dettes. Une grande partie de ce stock de capitaux est destinée au secteur des industries extractives (35,7%), suivi de celui de l'intermédiation financière, des assurances et retraite (22,0%), des industries manufacturières (11,9%), du commerce (7,7%) et de la communication (5,9%).

Les capitaux proviennent essentiellement de la France (22,0%), le Canada (10,8%), les Pays-Bas (3,8%), de l'Afrique du Sud (3,3%), des Îles Vierges Britanniques (3,3%), de la Chine (2,8%), du Royaume-Uni (2,6%), de l'Australie (2,3%) et de la Turquie (2,0%).

Les pays européens non membres de la Zone euro, sont présents, essentiellement dans les activités d'exploration et d'exploitation aurifères. Il s'agit principalement de groupes originaires du Danemark, du Royaume-Uni et de la Suisse. Le Sénégal (50,2%), la Côte d'Ivoire (18,2%), le Mali (13,7%) et le Niger (9,2%) ont capté plus de 80% des flux bruts d'IDE reçus par l'Union.

2.3.2 - Investissements de portefeuille

Les principales opérations composant les investissements de portefeuille concernent les transactions sur titres de participation, représentant moins de 10,0% du capital social de la société concernée et celles relatives aux titres de créances à court et à long termes, notamment les bons de trésor, les obligations, les billets de trésorerie, etc.

Les transactions au titre des investissements de portefeuille sont ressorties à 1.503,3 milliards en 2021, contre des sorties nettes de 278,3 milliards en 2020, en lien avec les émissions d'euro-obligations sur les marchés financiers internationaux par les Etats du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal, ainsi que la BOAD, pour un montant brut cumulé de 2.539,3 milliards, contre une seule émission de 648,9 milliards effectué l'année précédente par la Côte d'Ivoire.

2.3.3 - Dérivés financiers

Un dérivé financier, aussi appelé contrat dérivé, est un instrument financier dont le prix dépend de la valeur d'un ou de plusieurs actifs sous-jacents (matières premières, devises, actions, obligations, etc.). Les transactions sur les dérivés financiers se sont soldées par une hausse nette des actifs de 195,0 milliards pour ressortir à 132,7 milliards en 2021.

2.3.4 - Autres investissements

Les autres investissements portent principalement sur les crédits commerciaux, les numéraires et dépôts, les prêts autres que ceux relevant des IDE et des investissements de portefeuille, particulièrement les opérations liées à l'endettement public et les autres comptes à payer et/ou à recevoir.

Les entrées nettes de capitaux au titre des « autres investissements » sont passées de 994,2 milliards en 2020 à 569,4 milliards en 2021, soit une baisse de 42,7%. Cette évolution traduit pour l'essentiel le repli des tirages publics nets, qui sont passés de 1.852,3 milliards en 2020 à 1.322,4 milliards en 2021 (-28,6%).

Dans ces conditions, le solde global de la balance des paiements est ressorti déficitaire à 475,7 milliards en 2021, après un excédent de 15,8 milliards en 2020.

III. EVOLUTION DE LA POSITION EXTERIEURE GLOBALE DE L'UEMOA

La position extérieure globale (PEG) fournit la valeur et la composition du stock des créances d'une économie sur le reste du monde, ainsi que la valeur et la composition du stock de ses engagements envers le reste du monde.

Les variations des postes de la position extérieure globale entre l'année (n) et (n+1) sont expliquées par les flux de transactions enregistrées au cours de l'année (n) aux rubriques correspondantes du compte financier de la balance des paiements et par les « autres flux », relatifs notamment aux réévaluations et reclassements d'actifs. Ces flux concernent notamment des variations dues aux prix, celles liées aux taux de change, à la monétisation/démonétisation de l'or, ainsi qu'aux reclassements d'investissements de portefeuille en investissements directs.

3.1 - Evolution de la Position Extérieure Globale Nette (PEGN)

La position extérieure globale nette de l'Union est ressortie débitrice à 47.406,6 milliards (ou -47,3% du PIB) à fin décembre 2021 contre 42.063,6 milliards (ou -45,8% du PIB) à fin décembre 2020, soit une aggravation de 5.343,0 milliards (5,3% du PIB). Les engagements publics sont à l'origine de cette détérioration, avec l'encours de la dette publique extérieure, rapporté au PIB, qui est passé de 32,5% en 2020 à 34,3% en 2021.

Les créances se sont établies à 38.808,5 milliards à fin 2021 (38,7% du PIB), en hausse de 3.830,4 milliards, soit une augmentation de 10,9% (ou 3,8% du PIB) par rapport aux réalisations de 2020. Cette évolution s'explique notamment par les tirages auprès du FMI dans le cadre des actions de lutte contre les conséquences de la pandémie de la Covid-19. La dynamique des créances est également expliquée par des placements au titre des autres investissements (+1.329,9 milliards), notamment les monnaies fiduciaires et les dépôts, les crédits commerciaux et les autres comptes à recevoir, dont les stocks se sont accrus pour ressortir respectivement à 2.638,6 milliards, 11.242,7 milliards et 3.909,2 milliards.

Quant au stock d'engagements, il s'est établi à 86.304,6 milliards à fin 2021 (86,1% du PIB), en hausse de 9.173,4 milliards, soit un accroissement de 12,7% (9,2% du PIB) par rapport aux réalisations notées l'année précédente. L'accroissement des engagements nets résulte principalement de l'évolution des prêts en ligne avec les financements reçus du FMI.

Tableau 3 : Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	35 067 593,6	924 185,6	38 898 003,2
1	Investissements directs	3 897 808,8	-222 014,4	4 048 676,5
2	Investissements de portefeuille	2 041 666,2	-4 473,5	2 014 336,9
3	Dérivés financiers	19 987,0	0,0	88 053,0
4	Autres investissements	17 372 397,7	-2 028,0	18 702 310,5
B	Stocks de passifs financiers	77 131 196,7	-682 509,2	86 304 567,1
1	Investissements directs	32 947 295,0	-307 154,9	35 761 782,8
2	Investissements de portefeuille	9 049 369,0	-281 898,2	10 298 773,3
3	Dérivés financiers	63 875,0	0,0	742,0
4	Autres investissements	35 070 657,7	-93 456,1	40 243 269,0
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-42 063 603,1	1 606 695,0	-47 406 564,0

Source : BCEAO

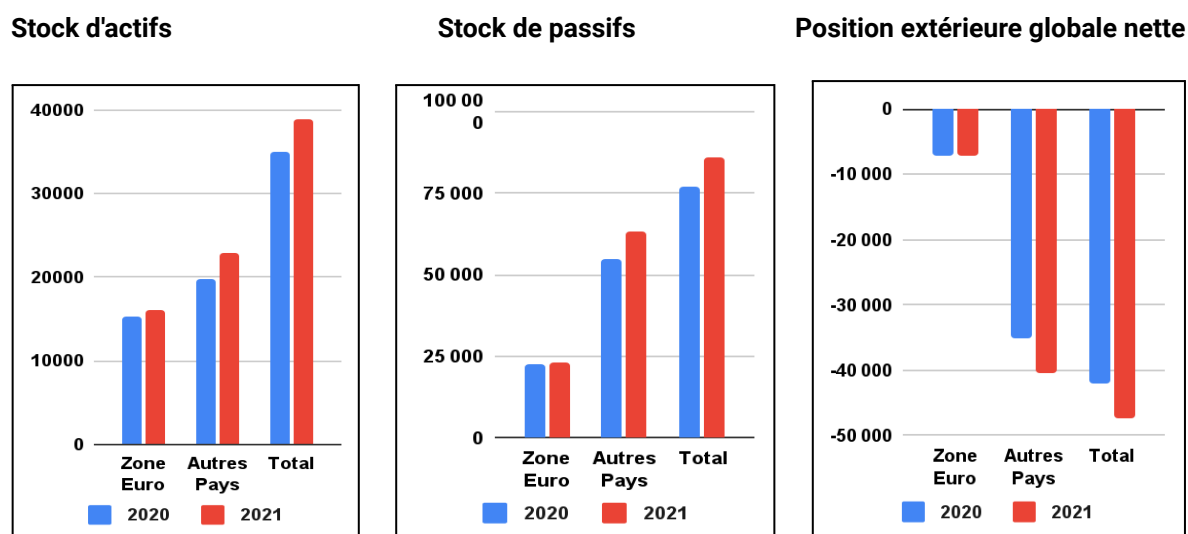
3.2 - Ventilation géographique du stock d'engagements extérieurs des pays de l'UEMOA

L'analyse de la structure géographique de la position extérieure globale nette de l'UEMOA à fin 2021 fait ressortir une situation débitrice aussi bien avec la Zone euro (-7.077,9 milliards ou -7,1% du PIB), son principal partenaire, qu'avec les autres régions du monde (-40.328,7 milliards ou -40,2% du PIB).

Le déficit avec la Zone euro ressort contenu, en raison notamment des créances de l'Union détenues sous forme de dépôts des banques auprès des correspondants étrangers, pour la plupart des résidents de la Zone euro, et de crédits commerciaux accordés par les exportateurs, la part des exportations de l'UEMOA vers la zone Euro étant de 24,2%.

Quant aux engagements vis-à-vis des autres pays (63.212,0 milliards ou 63,1% du PIB), ils sont constitués essentiellement des investissements directs étrangers, des tirages au titre des prêts auprès des institutions multilatérales et bilatérales, des prêts contractés auprès de créanciers privés, des investissements de portefeuille, notamment les emprunts obligataires ainsi que des crédits commerciaux.

Graphique 17 : Ventilation géographique de la position extérieure de l'Union



Source : BCEAO

IV. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA

Les transactions intra-communautaires en valeur ont rebondi en 2021, en liaison avec la reprise progressive de l'activité économique après la crise sanitaire de la Covid-19.

Les transactions intra-communautaires sur les biens, les services, les revenus primaire et secondaire, le compte capital, les flux d'investissements directs étrangers, les investissements de portefeuille et les autres investissements ont été caractérisées par un regain de dynamisme en 2021 après un fléchissement en 2020 suite à la crise sanitaire de la Covid-19.

4.1 - Commerce intra-UEMOA de biens

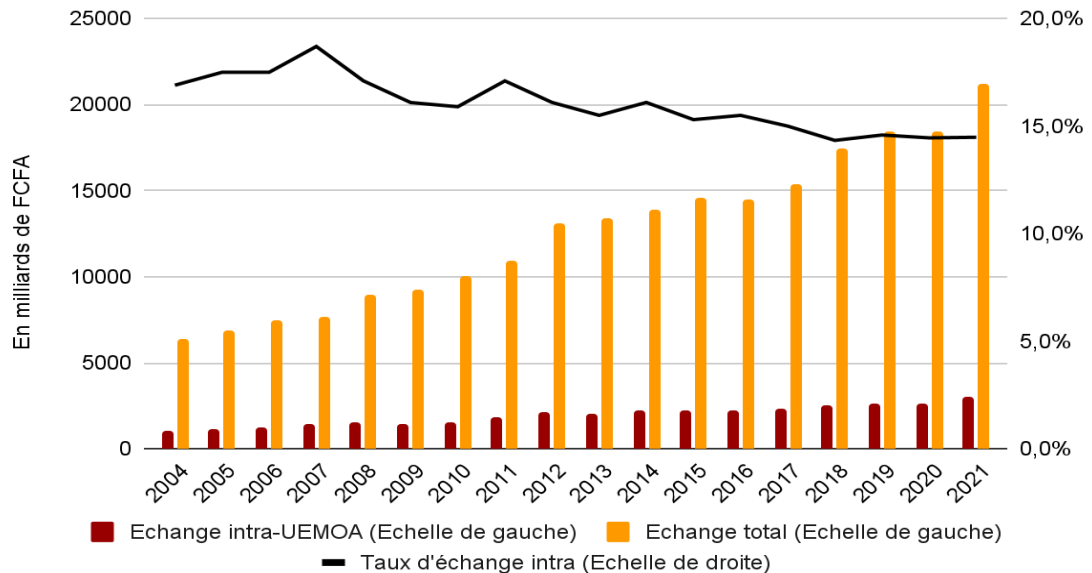
Les transactions de biens entre les pays membres de l'Union, évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA, font apparaître une hausse des flux intra-communautaires par rapport à l'année 2020. En effet, les flux des échanges de biens intra-UEMOA se sont établis à 3.063,7 milliards en 2021, contre 2.663,9 milliards en 2020, soit une augmentation de 15,0%. Cette évolution s'explique notamment par la dynamique favorable des échanges intra en lien avec la reprise économique dans tous les secteurs d'activité après le ralentissement de l'activité économique en 2020 suite à la pandémie de la crise sanitaire de la Covid-19.

La Côte d'Ivoire et le Sénégal restent les principaux fournisseurs intra-régionaux, avec respectivement 35,0% et 28,0% des exportations totales en 2021. L'année précédente, leurs parts respectives étaient de 33,5% et 27,0%. Le Mali et le Burkina continuent également d'occuper les première et deuxième places des importateurs intra-communautaires, avec respectivement 43,6% et 19,9% des approvisionnements, contre 40,7% et 20,4% enregistrés un an plus tôt.

Les produits pétroliers demeurent au premier rang des transactions intra-UEMOA en 2021, avec une part de 31,5% du total, en raison principalement de l'ampleur du commerce de négoce et de réexportation de ces produits ainsi que des offres issues des raffineries de Côte d'Ivoire, du Niger et du Sénégal. Les autres produits échangés sont principalement les préparations alimentaires (lait, bouillons etc.), les produits du cru (céréales, légumes, animaux vivants), les biens intermédiaires tels que le ciment ainsi que les huiles alimentaires. Bien que le poids des échanges intra-régionaux rapportés aux échanges totaux de l'UEMOA, évalué à 15% soit supérieur à celui de la CEMAC (3%) et du Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (9%), il demeure inférieur à ceux des zones d'intégration économique comme la Communauté de l'Afrique de l'Est (20%).

Rapportés aux exportations totales, les échanges intra-UEMOA sont ressortis à 14,5% en 2021, tout comme en 2020. Ils représentent 14,2% des importations totales en 2021, en baisse de 0,1 point par rapport à 2020.

Graphique 18 : Evolution du commerce intra-régional



Source : BCEAO

Les échanges de produits pétroliers raffinés entre les pays de l'UEMOA sont ressortis à 921,7 milliards en 2021, contre 766,0 milliards en 2020, soit une hausse de 20,3%.

Tableau 4 : Matrice des échanges intra-communautaires des produits pétroliers (en millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		2 939,2	126,6	0,0	6 538,8	0,0	615,1	247,8	10 467,5
	Burkina	0,0		186,2	0,0	0,0	23,5	119,6	0,0	329,2
	Côte d'Ivoire	484,6	114 558,1		0,0	284 264,7	9 132,8	536,5	1 531,0	410 507,7
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	116,1	0,0	116,1
	Mali	0,0	0,0	9 864,8	0,0		78,4	4 204,8	0,0	14 148,1
	Niger	0,0	56 754,0	356,8	0,0	75 166,9		0,0	0,0	132 277,7
	Sénégal	0,0	11 088,3	2 651,5	6 844,4	284 880,7	3 076,9		5 082,9	313 624,6
	Togo	25 378,9	3 045,5	853,7	0,0	1 267,8	0,0	9 235,1		39 780,9
	UEMOA	25 863,5	188 385,0	14 039,7	6 844,4	652 118,8	12 311,5	14 827,3	6 861,7	921 251,8

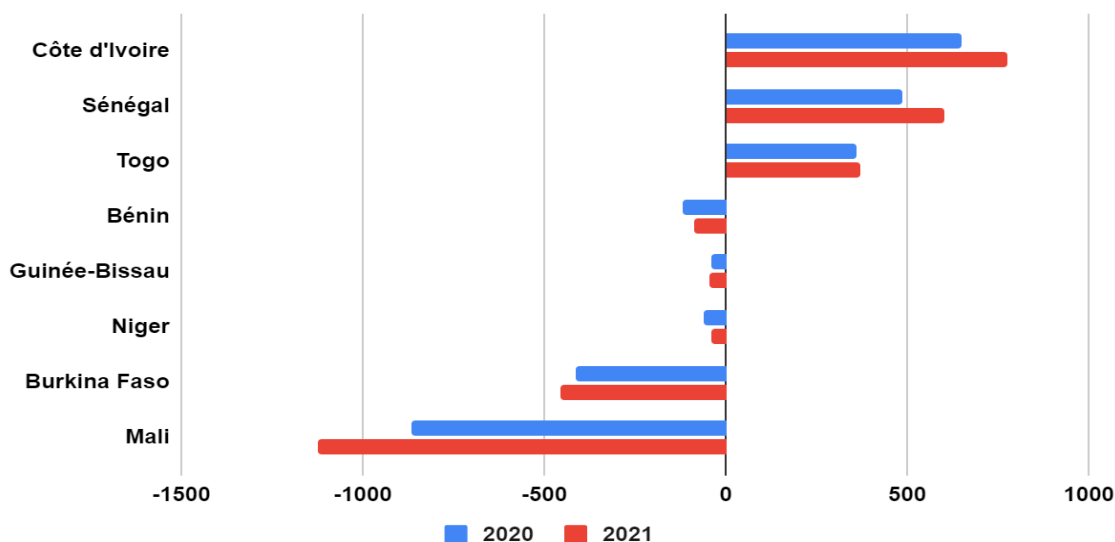
Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

La configuration des échanges intra-communautaires entre les pays de l'Union est restée identique à celle notée les années précédentes. La balance commerciale intra-UEMOA a été excédentaire en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

En revanche, elle est restée déficitaire dans les pays enclavés, à savoir le Burkina, le Mali et le Niger. Quant au Bénin et la Guinée-Bissau, dont la situation est également déficitaire, leurs

échanges intra-UEMOA sont marqués par la baisse des ventes notamment vers le Mali et le Niger pour le Bénin et la hausse des achats en provenance du Sénégal pour la Guinée Bissau.

Graphique 19 : Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2020 et 2021 (en milliards de FCFA)



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

4.2 - Autres transactions courantes intra-communautaires

Les transactions relevant des autres rubriques du compte courant ont pour la plupart enregistré une évolution haussière ou une accélération de leur progression en 2021.

Les échanges de services se sont inscrits en hausse de 8,3% pour ressortir à 1.506,4 milliards, contre 1.391,0 milliards relevés un an plus tôt, en relation avec la reprise progressive de l'activité économique subséquemment à l'atténuation la pandémie de la Covid-19 ainsi que l'arrêt des mesures de fermeture des frontières prises par les Etats dans le cadre de la lutte contre la propagation de la Covid-19.

Les flux touristiques intra-UEMOA au titre de l'année 2021 ont été évalués à 252,1 milliards contre 196,1 milliards en 2020, soit une hausse de 28,6%. Globalement, le tourisme intra-régional a représenté 37,1% des recettes totales de voyages de l'Union en 2021 contre 46,9% un an plus tôt, traduisant ainsi la reprise des entrées touristiques des non-résidents de l'Union.

Les flux de revenu primaire entre les pays de l'Union sont ressortis à 510,7 milliards, en hausse de 2,3%, du fait essentiellement des revenus tirés des investissements directs. Ceux-ci ont, en effet, crû de 11,5 milliards, en liaison essentiellement avec l'augmentation des bénéfices distribués dans le secteur des mines et des télécommunications de la Guinée-Bissau, du Niger et du Mali. Ces revenus ont principalement été versés à la Côte d'Ivoire et au Sénégal.

Le solde du compte du revenu secondaire intra-communautaire, pour sa part, est évalué à 843,3 milliards contre 801,5 milliards en 2020. Cette évolution reflète principalement la hausse des transferts privés. En effet, selon les résultats des travaux de la Cellule de réconciliation, les envois de fonds intra-régionaux imputables aux travailleurs migrants se sont situés à 557,3 milliards en 2021, après 496,4 milliards en 2020, soit une augmentation de 12,3%. Le regain de dynamisme de ces flux financiers au niveau intra-communautaire s'explique également par la reprise progressive de l'activité en 2021 en lien avec l'atténuation des incidences de la crise sanitaire de Covid-19. La Côte d'Ivoire, avec 39,4% des flux émis en 2021 contre 35,2% en 2020, demeure la principale source des envois de fonds des migrants dans l'Union, en raison d'une forte présence de ressortissants de la sous-région, notamment dans les plantations agricoles et les unités industrielles de ce pays. Le Mali et le Sénégal sont les principaux bénéficiaires de ces flux avec respectivement

20,0% et 18,5% des parts contre 21,8% et 17,6% en 2020, confirmant ainsi leur situation historique de pays à fort taux d'émigrés. Les envois de fonds des travailleurs migrants intra-régionaux représentent 17,6% des fonds totaux reçus en 2021 contre 17,7% en 2020.

4.3 - Flux de capitaux et financiers intra-communautaires

Les transactions intra-communautaires au titre du compte de capital se sont accrues en 2021, en relation avec l'évolution favorable des transferts en capital.

Les flux intra-régionaux recensés au niveau du compte de capital sont passés de 290,8 milliards en 2020 à 306,3 milliards en 2021, en liaison notamment avec la hausse des appuis reçus par les ONG de leurs sièges régionaux pour des financements de projets.

Le solde du compte financier s'est amélioré en 2021, en relation essentiellement avec l'évolution à la hausse des engagements nets au titre de toutes ses composantes

Les opérations d'investissements directs étrangers intra-UEMOA ont représenté 4,9% du stock total des capitaux reçus, contre 4,8% une année plutôt. L'encours des IDE intra-communautaires est ressorti à 2.526,3 milliards (2,6% du PIB) à fin 2021, contre 2.327,3 milliards (2,5% du PIB) à fin 2020. Le stock d'IDE à fin 2021 est constitué à 75,3% de titres de participation et 24,7% d'instruments de dette.

Les principaux investisseurs sont localisés au Burkina, en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo où sont installés les sièges de holdings bancaires (Coris Bank, Ecobank, Bank of Africa, Banque Atlantique, ORABank, etc.), de groupes internationaux de télécommunication (Orange, Atlantique Télécom, etc.), ainsi que de distribution (Unilever, Nestlé). La Côte d'Ivoire, le Niger, le Bénin et le Togo sont les principaux bénéficiaires des investissements directs intra-communautaires en 2021.

Tableau 5 : Matrice des stocks d'IDE de fin de période (au 31 décembre 2021)

		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		47 064,9	113 646,3	0,0	1 012,5	54 101,4	87 252,1	95 354,3	398 431,5
	Burkina	8 363,2		225 677,9	4 403,1	156 761,0	12 433,9	12 191,5	75 704,2	495 534,9
	Côte d'Ivoire	97 504,0	198 909,5		23,2	50 808,9	32 813,9	83 304,0	242 356,8	705 720,3
	Guinée-Bissau	7,4	0,0	9 465,5		13 389,8	14 002,4	20 893,6	15 284,2	73 042,9
	Mali	13 054,5	30 171,4	113 728,1	0,0		832,9	145 962,1	32 143,4	335 892,3
	Niger	26 118,7	4 491,5	99 802,6	0,0	3 394,9		47 401,1	18 395,2	199 604,1
	Sénégal	19 784,0	24 942,0	105 318,3	0,0	0,0	0,0		17 716,6	167 760,9
	Togo	35 236,1	24 890,6	73 671,5	110,0	892,3	5 170,0	10 353,0		150 323,5
	UEMOA	200 067,9	330 469,9	741 310,3	4 536,3	226 259,5	119 354,5	407 357,4	496 954,6	2 526 310,5

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Les investissements de portefeuille entre les pays de l'Union ont progressé de 13,1%, passant de 1.787,1 milliards en 2020 à 2.020,9 milliards en 2021. Cette évolution est le reflet de la sollicitation du marché financier régional de la dette par les Etats membres de l'Union pour couvrir leurs besoins de financement dans le cadre de la relance de l'activité économique, à la suite du net ralentissement enregistré en 2020 induit par la crise sanitaire de la Covid-19.

Les flux nets au titre des autres investissements se sont établis à 1.805,8 milliards à fin 2021 contre 1.749,6 milliards un an plus tôt en lien avec la dynamique des prêts nets octroyés par la BOAD aux secteurs public et privé dans les Etats membres de l'UEMOA et des crédits commerciaux.

CONCLUSION

Les transactions extérieures dans les Etats membres de l'UEMOA en 2021, ont été marquées par les effets résiduels de la crise sanitaire mondiale de la Covid-19, dans un contexte de reprise de l'activité économique. Ainsi, excédent du solde global de la balance des paiements a enregistré une progression pour s'établir à 475,7 milliards, contre un excédent de 15,8 milliards en 2020. Cette évolution traduit une évolution favorable des flux de capitaux au titre du compte financier, qui ont plus que couvert les besoins de financement également en hausse.

Le déficit du compte des transactions courantes s'est creusé en 2021, ressortant à 5,6% du PIB, contre 4,4% l'année précédente. Cette évolution est consécutive à l'expansion du déficit du compte des biens conjuguée avec la détérioration de la balance des services, atténué par la hausse de l'excédent du compte de revenu secondaire. Ainsi, le besoin de financement est ressorti à 4.251,7 milliards en 2021, en augmentation de 1.905,5 milliards par rapport à 2020. Nonobstant cette hausse, le besoin a été couvert à hauteur de 111,6% en 2021, par les entrées nettes de capitaux au titre du compte financier.

La position extérieure globale nette de l'Union est ressortie débitrice à 47.406,6 milliards (ou -47,3% du PIB) à fin décembre 2021 contre 42.063,6 milliards (ou -45,8% du PIB) à fin décembre 2020, soit une aggravation de 5.343,0 milliards (5,3% du PIB). Cette situation traduit le recours des pays de l'Union aux ressources extérieures nécessaires au financement des différents programmes et projets d'appui à la croissance.

L'année 2021 a également été marquée par un regain du dynamisme des échanges intra-communautaires, traduisant la reprise progressive de l'activité économique après la crise sanitaire mondiale de la Covid-19.

Au total, l'analyse des transactions de l'Union avec l'extérieur met en évidence des déficits structurels persistants au niveau du compte des transactions courantes, une position extérieure nette débitrice élevée ainsi qu'une dynamique relativement faible des échanges intra-communautaires. Pour corriger ces déséquilibres, les mesures de réformes économiques ci-après devraient être mises en œuvre :

- accroître la production agricole vivrière à travers notamment la promotion des techniques d'irrigation et de fertilisation des sols, ainsi que la recherche agricole pour le développement de variétés améliorées plus adaptées aux chocs climatiques, en vue de réduire la facture des importations des produits alimentaires ;
- moderniser et diversifier le tissu industriel des économies de l'Union pour accroître la valeur ajoutée de l'offre de produits destinés à l'exportation et réduire leur sensibilité à la volatilité des prix ;
- améliorer l'environnement des affaires pour attirer les investisseurs étrangers dans les secteurs des industries manufacturière et énergétique, en vue de diversifier la production dans la zone afin de réduire la dépendance des économies de l'Union vis à vis de l'extérieur ;
- assurer un meilleur respect des engagements souscrits par les Etats membres de l'Union avec les partenaires techniques et financiers en vue de faciliter la mobilisation de ressources concessionnelles ;
- maintenir les efforts d'amélioration du rapatriement des recettes d'exportation, à travers l'intensification des actions de sensibilisation des acteurs concernés ainsi que le suivi rapproché des établissements de crédit.

LISTE DES ANNEXES

ANNEXE 1 : TABLEAUX STATISTIQUES

- Tableau A1 : Balance des paiements régionale 2021
- Tableau A2.1 : Evolution de la balance des paiements régionale entre 2017 et 2021
- Tableau A2.2 : Principaux produits exportés par l'UEMOA
- Tableau A3.1 : Position Extérieure Globale de l'UEMOA en 2021
- Tableau A3.2 : Structure géographique de la Position Extérieure Globale de l'UEMOA en 2021
- Tableau A4 : Matrice totale du commerce intra-communautaire
 - Tableau A4.1 : Matrice totale du commerce intra-communautaire en 2021
 - Tableau A4.2 : Matrice totale du commerce intra-communautaire en 2020
- Tableau A4.3 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021
- Tableau A4.4 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020
- Tableau A4.5 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021
- Tableau A4.6 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020
- Tableau A4.7 : Matrice des flux nets relatifs aux investissements directs étrangers totaux intra-communautaires en 2021
- Tableau A4.8 : Matrice des flux nets relatifs aux investissements directs étrangers intra-communautaires en 2020
- Tableau A4.9 : Matrice des stocks totaux d'investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2021
- Tableau A4.10 : Matrice des stocks totaux d'investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2020
- Tableau A4.11 : Matrice des flux nets d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres en 2021
- Tableau A4.12 : Matrice des flux nets d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres en 2020
- Tableau A4.13 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres au 31 décembre 2021
- Tableau A4.14 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres au 31 décembre 2020
- Tableau A4.15 : Matrice des flux nets totaux d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes en 2021
- Tableau A4.16 : Matrice des flux nets totaux d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes en 2020

- Tableau A4.17 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes au 31 décembre 2021
- Tableau A4.18 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes au 31 décembre 2020
- Tableau A5.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2021
- Tableau A5.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2021
- Tableau A6 : Evolution du poids du commerce intra-UEMOA entre 2011 et 2021

ANNEXE 2 : PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES AU DISPOSITIF D'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE AU SEIN DE L'UEMOA

ANNEXE 3 : MÉTHODOLOGIE DE RÉCONCILIATION DES DONNÉES SUR LES ÉCHANGES INTRA-UEMOA

ANNEXE 1 : TABLEAUX STATISTIQUES

TABLEAU A1 : BALANCE DES PAIEMENTS RÉGIONALE 2021 (millions de FCFA)

Nom du poste	Crédit / Acquisitions nettes d'actifs (*)	Débit / Accroissements nets de passifs (*)	Solde (**)
Compte des transactions courantes	24 526 198,3	30 145 376,1	-5 619 177,8
Biens et services	19 869 624,1	26 176 910,5	-6 307 286,4
Biens	17 658 955,3	18 522 073,3	-863 118,0
Marchandises générales. base balance des paiements	11 569 674,2	18 522 073,3	-6 952 399,1
<i>Dont : Réexportations</i>	1 042 400,0	0,0	1 042 400,0
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	6 194,4	0,0	6 194,4
Or non monétaire	6 083 086,7	0,0	6 083 086,7
Services	2 210 668,8	7 654 837,2	-5 444 168,4
Transport	559 869,0	4 947 195,8	-4 387 326,8
<i>Dont fret</i>	429 350,8	3 433 880,5	-3 004 529,7
Voyages	654 129,1	257 186,5	396 942,7
Autres services	996 670,6	2 450 454,9	-1 453 784,3
Revenu primaire	312 679,9	2 903 173,4	-2 590 493,5
Rémunération des salariés	158 118,7	74 157,7	83 961,0
Revenus des investissements	63 245,7	2 789 301,8	-2 726 056,1
Autre revenu primaire	91 315,6	39 713,9	51 601,7
Revenu secondaire	4 357 894,3	1 079 292,2	3 278 602,1
Administrations publiques	817 229,8	45 384,8	771 845,0
Coopération internationale courante	784 088,3	32 447,1	751 641,2
Sociétés financières. sociétés non financières. ménages et ISBLSM	3 540 664,5	1 033 907,3	2 506 757,1
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	2 800 173,1	879 220,4	1 920 952,6
Envois de fonds des travailleurs	2 800 173,1	879 220,4	1 920 952,6
Autres transferts courants	740 491,4	154 686,9	585 804,5
Compte de capital	1 495 650,4	34 126,4	1 461 524,0
Acquisitions (DR*) / cessions (CR*) d'actifs non financiers non produits	615,0	6 188,4	-5 573,4
Transferts de capital	1 495 035,4	27 938,0	1 467 097,4
Administration publique	1 077 090,9	0,0	1 077 090,9
Remises de dette	8 033,0	0,0	8 033,0
Autres transferts de capital	1 069 057,9	0,0	1 069 057,9
Sociétés financières. sociétés non financières. ménages et ISBLSM	417 944,5	27 938,0	390 006,5
Remises de dette	0,0	0,0	0,0
Autres transferts de capital	417 944,5	27 938,0	390 006,5
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	26 021 848,6	30 179 502,5	-4 157 653,8
Compte financier	1 635 245,1	6 324 061,8	-4 688 816,7
Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	1 635 245,1	6 324 061,8	-4 688 816,7
Investissement direct	372 882,1	3 121 642,7	-2 748 760,7
Titres de participation et parts de fonds de placement	242 528,4	1 368 113,0	-1 125 584,6

Instruments de dette	130 353,7	1 753 529,8	-1 623 176,1
Investissements de portefeuille	27 988,2	1 531 302,5	-1 503 314,2
Titres de participation et parts de fonds de placement	20 511,0	-78 211,8	98 722,8
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	20 511,0	-78 211,8	98 722,8
<i>Autres sociétés financières</i>	5 068,0	-100 081,7	105 149,7
<i>Sociétés non financières. ménages et ISBLSM</i>	6 862,0	8 524,0	-1 662,0
Titres de créance	7 477,2	1 609 514,3	-1 602 037,0
Administrations publiques	0,0	1 765 503,1	-1 765 503,1
Autres secteurs	7 477,2	-155 988,8	163 466,1
<i>Autres sociétés financières</i>	9 609,6	-147 855,7	157 465,3
<i>Sociétés non financières. ménages et ISBLSM</i>	-2 132,3	-8 133,1	6 000,8
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	68 066,0	-64 633,0	132 699,0
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	68 066,0	-64 633,0	132 699,0
<i>Autres sociétés financières</i>	68 066,0	-64 633,0	132 699,0
<i>Sociétés non financières. ménages et ISBLSM</i>	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 166 308,8	1 735 749,6	-569 440,8
Autres titres de participation	-9 248,8	0,0	-9 248,8
Autres titres de créances	1 175 557,5	1 735 749,6	-560 192,0
Administrations publiques	0,0	1 322 426,0	-1 322 426,0
Autres secteurs	1 175 557,5	413 323,6	762 234,0
<i>Autres sociétés financières</i>	131 874,0	-7 939,8	139 813,8
<i>Sociétés non financières. ménages et ISBLSM</i>	1 043 683,5	421 263,4	622 420,2
Erreurs et omissions nettes	0,0	0,0	-5 112,0
Solde global	24 386 603,6	23 855 440,7	526 050,9
Ajustements d'écart (Non répartis. asymétries. autres)	-22 233 356,2	-22 177 872,4	-50 371,8
Solde global Union (Après ajustement)	2 153 247,4	1 677 568,3	475 679,1
Réévaluation	270 433,1	136 918,9	133 514,2
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-2 423 680,5	-1 814 487,2	-609 193,3
Banque Centrale	-2 308 892,5	-1 502 217,2	-806 675,3
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-114 788,0	-312 270,0	197 482,0

* : Crédit et débit pour les transactions courantes et le compte de capital ; Acquisitions nettes d'actifs affectées de signes (+) et accroissements nets de passifs (-)

** : Solde = Crédit – Débit ou Acquisitions nettes d'actifs affectées de signes - accroissements nets de passifs

(1) : Cet ajustement permet la prise en compte des opérations non réparties et du biais liés aux asymétries sur les transactions intra-UEMOA

Source : BCEAO

TABLEAU A2.1 : EVOLUTION BALANCE DES PAIEMENTS RÉGIONALE 2017 et 2021 (milliards de FCFA)

Nom du poste	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Compte des transactions courantes	-3 803,5	-4 601,5	-4 373,8	-3 862,4	-5 619,2
Biens et services	-4 529,0	-5 302,8	-5 059,8	-4 646,7	-6 307,3
Biens	-995,5	-1 879,0	-1 459,4	-186,8	-863,1
Marchandises générales, base balance des paiements	-4 228,2	-5 603,5	-5 780,2	-5 877,8	-6 952,4
<i>Dont : Réexportations</i>	986,9	1 161,1	1 102,2	887,7	1 042,4
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	3,6	4,4	12,7	4,7	6,2
Or non monétaire	3 229,1	3 720,1	4 308,0	5 686,3	6 083,1
Services	-3 533,6	-3 423,8	-3 600,3	-4 459,9	-5 444,2
Transport	-2 827,9	-2 840,6	-2 889,5	-3 371,4	-4 387,3
<i>Dont fret</i>	-2 608,4	-2 779,6	-2 798,3	-2 374,6	-3 016,8
Voyages	405,2	357,4	368,8	189,0	396,9
Autres services	-1 110,9	-940,6	-1 079,6	-1 277,6	-1 453,8
Revenu primaire	-1 783,0	-1 938,6	-2 219,2	-2 361,6	-2 590,5
Rémunération des salariés	386,7	398,6	396,8	77,0	84,0
Revenus des investissements	-2 171,9	-2 340,9	-2 620,0	-2 465,0	-2 726,1
<i>dont intérêts dette publique</i>	-484,7	-5 706,0	-721,0	-907,3	-901,3
Autre revenu primaire	2,2	3,7	4,0	26,4	51,6
Revenu secondaire	2 508,6	2 639,9	2 905,1	3 146,0	3 278,6
Administrations publiques	930,7	934,8	1 032,1	1 087,4	771,8
Coopération internationale courante	886,2	874,0	978,2	1 053,7	751,6
<i>dont aides budgétaires</i>	507,3	399,8	683,3	801,6	408,6
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 577,8	1 705,1	1 873,0	2 058,5	2 506,8
Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	1 211,9	1 317,9	1 523,4	1 620,4	1 921,0
Envois de fonds des travailleurs	1 211,9	1 317,9	1 523,4	1 620,4	1 921,0
Autres transferts courants	366,0	387,2	349,7	438,1	585,8
Compte de capital	1 161,7	1 242,4	1 247,1	1 309,4	1 461,5
Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	-6,9	-7,9	-7,5	-0,5	-5,6
Transferts de capital	1 168,6	1 250,4	1 254,5	1 309,9	1 467,1
Administration publique	845,1	878,3	964,5	991,8	1 077,1
Remises de dette	45,2	19,0	17,6	20,0	8,0
Autres transferts de capital	799,8	859,3	946,9	971,8	1 069,1
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	323,6	372,1	290,1	318,1	390,0
Remises de dette	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres transferts de capital	323,6	372,1	290,1	318,1	390,0
Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	-2 641,8	-3 359,1	-3 126,8	-2 553,0	-4 157,7
Compte financier	-2 868,8	-4 509,9	-5 218,8	-2 777,6	-4 688,8
Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	-2 868,8	-4 509,9	-5 218,8	-2 777,6	-4 688,8
Investissement direct	-1 138,9	-1 289,8	-2 378,0	-1 999,4	-2 748,8

Titres de participation et parts de fonds de placement	-726,0	-935,1	-1 726,9	-881,2	-1 125,6
Instruments de dette	-412,9	-354,7	-651,1	-1 118,2	-1 623,2
Investissements de portefeuille	-1 398,4	-1 911,3	-830,3	278,3	-1 503,3
Titres de participation et parts de fonds de placement	25,5	76,7	73,9	101,2	98,7
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	25,5	76,7	73,9	101,2	98,7
Titres de créance	-1 424,0	-1 988,0	-904,2	177,1	-1 602,0
Administrations publiques	-1 544,2	-2 030,0	-359,4	-306,5	-1 765,5
Autres secteurs	120,2	42,0	-544,7	483,6	163,5
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	-2,9	0,5	7,1	-62,3	132,7
Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres secteurs	-2,9	0,5	7,1	-62,3	132,7
Autres investissements	-328,5	-1 309,3	-2 017,7	-994,2	-569,4
Administrations publiques	-1 324,0	-1 457,6	-2 269,5	-1 852,3	-1 322,4
Autres secteurs	995,5	147,5	251,8	858,2	762,2
Erreurs et omissions nettes	9,3	-9,8	-9,3	-11,6	-5,1
Solde global (1)	236,3	1 141,0	2 082,8	213,0	526,1
Ajustements d'écart (Non répartis, asymétries, autres) (2)	67,8	-158,7	-447,7	-197,2	-50,4
Solde global Union (Après ajustement) (3)	304,1	982,3	1 635,1	15,8	475,7
Réévaluation et autres flux non transactionnels (4)	171,6	114,5	171,8	182,3	133,5
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-475,6	-1 096,8	-1 806,9	-198,0	-609,2

Banque Centrale	-739,3	-1 174,0	-1 578,9	-150,8	-806,7
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	263,7	77,2	-227,9	-47,2	197,5
Taux de couverture : Export b&s/Import b&s (%)	0,0	56,4	53,7	0,0	0,0
Degré d'ouverture:(Export b&s+Import b&s)/(2*PIB) (%)	12,8	19,9	19,4	12,1	13,1
Déficit courant y compris dons/PIB (%)	-4,9	-5,5	-4,9	-4,2	-5,6
Déficit courant hors dons/PIB (%)	-5,5	-6,0	-5,7	-5,1	-6,0
Investissement direct Etranger/PIB (%)	1,5	1,5	2,7	2,2	2,7
PIB	77 697,4	83 305,5	88 582,7	91 811,6	100 197,9
Solde global rapporté au PIB (%)	0,4	1,2	1,8	0,0	0,5
Réserves de change (AEB)	7 184,2	8 561,0	10 357,0	11 731,2	14 039,9
Importations de biens et services	19 922,5	21 234,7	22 318,3	22 191,1	26 176,9
Couverture des importations par les réserves (mois)	4,1	4,6	5,6	5,5	5,3

A2.2 : Principaux produits exportés par l'UEMOA (en milliards de FCFA)

PRODUITS	2016,0	2017,0	2018,0	2019,0	2020,0	2021,0
ALIMENTATION	4552,7	4988,2	5046,8	5201,4	5130,5	5722,2
.Bétail-Viande-Poissons	313,0	343,0	399,0	379,8	289,5	449,0
<i>Dont Bétail</i>	98,0	107,3	114,9	64,0	28,3	148,2
<i>Viande</i>	12,4	13,6	18,6	13,0	0,7	0,5
<i>Poissons</i>	202,6	222,0	265,5	302,8	260,4	300,4
.Produits laitiers	26,9	29,5	23,5	22,3	24,4	26,8
.Légumes & Fruits	970,2	1063,0	1170,4	947,1	930,6	1128,6
<i>Dont Oignon</i>	10,0	10,9	13,0	15,6	15,5	25,9
<i>Haricot vert</i>	10,1	11,1	11,8	11,2	17,2	22,6
<i>Niébé sec</i>	2,6	2,8	3,5	3,3	2,7	3,5
.Thé-Café-Épices	40,7	44,6	84,9	104,1	58,0	25,0
.Céréales & Farines	52,6	57,6	85,4	63,6	71,0	61,3
.Souchet	0,8	0,9	3,8	3,1	1,8	2,0
.Sésame	98,3	107,7	142,1	158,2	126,8	119,3
.Graisses & Huiles	184,4	202,1	267,6	275,8	229,8	305,9
.Sucres & Sucrieries	57,0	62,4	48,3	28,0	22,0	23,7
.Préparations et Conserves	98,8	108,3	113,0	129,4	117,5	80,3
-Viandes & Poissons	81,2	89,0	88,9	98,1	91,3	53,6
-Fruits & Légumes	17,6	19,3	24,1	31,1	26,2	26,7
.Chocolats & Cacao	2484,9	2722,6	2488,1	2880,5	3020,1	3262,2
.Autres	225,0	246,5	220,6	209,6	239,1	237,9
BOISSONS	42,1	46,2	34,5	35,1	55,1	60,5
TABACS	95,0	104,0	90,0	87,6	85,1	102,6
URANIUM	121,6	133,2	121,7	147,9	166,0	98,4
OR ET METAUX PRECIEUX	2681,9	2938,5	3469,2	3867,7	5304,2	5472,0
.Or non monétaire	2679,2	2935,5	3467,3	3865,6	5299,7	5467,4
.Argent	2,7	3,0	1,9	2,0	4,5	4,6
PRODUITS PÉTROLIERS	1192,1	1306,2	1544,9	1913,8	1290,3	1623,2
.Hydrocarbures	729,5	799,3	1002,9	1274,5	908,6	1167,8
.Energie électrique	95,7	104,9	90,7	66,3	78,7	82,1
.Bitumes	37,8	41,4	48,3	36,5	30,2	41,8
.Gaz	4,6	5,1	3,8	2,7	7,4	9,0
.Pétrole brut	323,4	354,3	398,0	532,2	263,9	321,2

.Gaz naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
.Autres combustibles minéraux	0,9	1,0	1,4	1,5	1,4	1,5
AUTRES BIENS DE CONS.	820,1	898,5	820,1	944,2	1054,0	1325,1
.Savons-Produits organiques	69,6	76,2	74,7	71,0	77,3	83,7
.Habillement-Linge	107,9	118,1	106,2	111,1	120,8	142,7
.Produits pharmaceutiques	13,5	14,9	18,0	15,4	15,0	11,4
.Plastiques	172,5	189,0	159,5	163,5	176,5	174,2
.Caoutchouc	423,9	464,4	419,7	535,0	614,5	847,7
.Ouvrages en cuirs	0,6	0,7	1,0	0,3	0,3	0,3
Papier-Cartons-Art. lib.	32,1	35,2	41,1	47,8	49,7	65,1
MAT. PREMIÈRES -BIENS INTERM.	655,5	718,2	812,5	815,7	663,8	874,1
.Produits chimiques	93,5	102,3	172,5	212,3	173,6	281,8
.Engrais	65,9	72,1	68,4	77,7	62,7	69,4
.Poudres et Explosifs	1,5	1,7	4,0	5,3	6,4	6,0
Extraits tonnants tinct.	14,3	15,6	13,3	10,6	10,1	16,0
.Pdts div. ind.chim.	30,1	33,1	40,2	34,7	39,9	34,7
.Cuirs et peaux	13,8	15,2	15,0	9,8	5,9	3,6
.Bois	99,0	108,4	141,1	106,3	98,3	138,6
.gypse	49,5	54,3	53,1	67,5	46,8	91,9
.ciment	158,7	173,9	145,7	153,9	156,0	160,4
Pierres céramiques-Verr.	2,3	2,6	2,5	2,7	10,6	13,5
.Fers & Aciers	25,3	27,7	34,1	27,6	31,2	31,8
.Autres métaux	101,7	111,4	122,7	107,3	22,0	26,4
TISSUS & FILS	762,2	835,1	951,4	956,4	731,0	1042,9
BIENS D'ÉQUIPEMENT	300,8	329,5	273,0	266,4	300,0	330,4
.Ouvrages divers en métaux	7,6	8,3	8,0	4,3	7,2	6,8
.Machines & Appareils	151,5	166,1	142,5	135,0	160,1	168,2
-Mécaniques	104,5	114,4	101,2	100,1	110,6	106,7
-Électriques	47,1	51,6	41,3	34,9	49,5	61,5
.Mat.trans.terrestre	102,8	112,6	75,4	78,7	92,5	113,4
.Mat.trans.aérien	11,3	12,4	22,0	24,6	18,2	18,4
.Matériels de précision	14,7	16,1	14,1	11,3	8,0	11,7
.Biens meubles	12,8	14,0	10,9	12,5	13,9	11,8
AUTRES	477,5	523,3	609,6	744,2	891,7	1007,7
TOTAL PROD EXPORTES	11701,5	12820,8	13773,8	14980,4	15671,8	17659,0

Sources : Statistiques douanières, BCEAO

TABEAU A3.1 : POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE DE L'UEMOA EN 2021 (en million de FCFA)

	Poste	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	35 067 593,6	924 185,6	38 898 003,2
1	Investissements directs	3 897 808,8	-222 014,4	4 048 676,5
2	Investissements de portefeuille	2 041 666,2	-4 473,5	2 014 336,9
3	Dérivés financiers	19 987,0	0,0	88 053,0
4	Autres investissements	17 372 397,7	-2 028,0	18 702 310,5
4.1	Autres titres de participation	9 202,0	0,0	953,2
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	2 219 543,4	-2 028,0	2 649 071,1
4.3	Prêts	741 732,3	0,0	790 220,1
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	35 952,0	0,0	36 187,1
4.5	Crédits commerciaux	10 733 142,9	0,0	11 297 998,3
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	3 632 825,1	0,0	3 927 880,7
B	Stocks de passifs financiers	77 131 196,7	-682 509,2	86 304 567,1
1	Investissements directs	32 947 295,0	-307 154,9	35 761 782,8
2	Investissements de portefeuille	9 049 369,0	-281 898,2	10 298 773,3
3	Dérivés financiers	63 875,0	0,0	742,0
4	Autres investissements	35 070 657,7	-93 456,1	40 243 269,0
4.1	Autres titres de participation	58,0	0,0	58,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	1 685 262,1	0,0	2 030 411,1
4.3	Prêts	24 411 178,6	-177 915,0	28 899 066,2
4.4	Régime d'assurance de pension et de garantie	3 785,0	0,0	3 432,3
4.5	Crédits commerciaux	7 787 581,2	-2 065,0	6 953 802,1
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	546 925,7	0,0	360 108,8
4.7	Droits de tirage spéciaux	635 867,1	86 523,9	1 996 390,5
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-42 063 603,1	1 606 695,0	-47 406 564,0

Source : BCEAO

TABLEAU A3.2 : STRUCTURE GÉOGRAPHIQUE DE LA POSITION EXTÉRIURE GLOBALE DE L'UEMOA EN 2021 (en million de FCFA)

	Zone Euro	Autres Pays	Total
Stock d'actifs financiers	16 014 689,2	22 883 314	38 898 003
Investissements directs	769 248,5	3 279 428	4 048 677
Investissements de portefeuille	402 867,4	1 611 470	2 014 337
Dérivés financiers	88 053,0	0	88 053
Autres investissements	8 228 542,3	10 473 768	18 702 310
Autres titres de participation	0	953	953
Monnaie fiduciaire et dépôts	1 377 517,0	1 271 554	2 649 071
Prêts	363 501,2	426 719	790 220
Régime d'assurance, de pension et de garantie	34 377,7	1 809	36 187
Crédits commerciaux	3 389 399,5	7 908 599	11 297 998
Autres comptes à payer/à recevoir	3 063 746,9	864 134	3 927 881
Stocks de passifs financiers	23 092 593,0	63 211 974,1	86 304 567,1
Investissements directs	9 298 063,5	26 463 718,8	35 761 782,8
Investissements de portefeuille	3 501 582,9	6 797 190,3	10 298 773,3
Dérivés financiers	742	0	742
Autres investissements	10 292 204,6	29 951 065,0	40 243 269,0
Autres titres de participation	58	0	58
Monnaie fiduciaire et dépôts	1 421 287,8	609 123,1	2 030 411,1
Prêts	5 779 813,2	23 119 253,2	28 899 066,2
Régime d'assurance, de pension et de garantie	3 432,3	0	3 432,3
Crédits commerciaux	2 781 520,8	4 172 281,1	6 953 802,1
Autres comptes à payer/à recevoir	306 092,5	54 016,8	360 108,8
Droits de tirage spéciaux	0	1 996 390,5	1 996 390,5
Position extérieure globale nette (A) - (B)	-7 077 903,8	-40 328 660,1	-47 406 564,1

Source : BCEAO

Tableau A4 : Matrice totale du commerce intra-communautaire**Tableau A4.1 : Matrice totale des échanges intra-communautaires en 2021 (en millions FCFA)**

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	14 930,0	8 536,2	1,4	18 545,9	40 463,7	1 324,9	18 802,0	102 604,0
	Burkina	7 723,0		35 437,6	55,9	64 852,0	18 678,7	6 493,0	21 005,3	154 245,6
	Côte d'Ivoire	31 228,3	351 553,5		1 111,8	500 783,4	70 584,9	85 972,4	30 940,3	1 072 174,6
	Guinée-Bissau	1,4	19,4	746,0		428,3	0,0	3 946,8	292,5	5 434,3
	Mali	12 299,0	40 189,5	71 624,0	428,3		23 953,1	127 881,1	9 809,8	286 184,6
	Niger	15 182,3	59 759,2	6 685,4	0,0	83 940,8		571,0	6 790,5	172 929,2
	Sénégal	16 649,6	37 140,0	124 726,2	47 901,7	601 624,6	13 297,9		14 868,7	856 208,7
	Togo	105 904,5	106 422,1	49 611,0	358,5	66 790,8	50 345,6	34 521,8		413 954,1
	UEMOA	188 988,0	610 013,7	297 366,3	49 857,5	1 336 965,7	217 323,8	260 711,0	102 509,1	3 063 735,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.2 : Matrice totale des échanges intra-communautaires en 2020 (en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		19 675,6	6 390,0	79,2	24 631,6	35 858,5	1 112,1	16 198,6	103 945,5
	Burkina	3 506,8		28 793,0	0,0	45 011,3	31 134,6	6 632,9	13 836,2	128 914,8
	Côte d'Ivoire	32 678,6	296 701,3		815,9	383 920,7	67 522,6	78 426,8	31 382,5	891 448,4
	Guinée-Bissau	497,7	0,0	0,0		288,9	6,6	3 348,9	0,0	4 142,1
	Mali	11 984,3	42 044,1	42 000,7	244,7		10 783,0	102 474,8	10 255,8	219 787,3
	Niger	17 611,9	52 859,9	5 118,0	0,0	62 458,1		1 476,2	8 957,2	148 481,2
	Sénégal	11 725,6	30 433,9	119 456,8	39 917,1	493 013,5	12 238,9		11 061,1	717 846,7
	Togo	143 277,4	101 971,9	38 306,2	4 475,6	75 041,5	50 717,1	35 592,5		449 382,2
	UEMOA	221 282,2	543 686,7	240 064,6	45 532,5	1 084 365,5	208 261,2	229 064,3	91 691,3	2 663 948,3

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.3 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021
(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 412,6	1 228,7	169,2	891,5	2 288,9	2 719,6	8 086,7	18 797,2
	Burkina	14 040,8		9 170,0	108,3	2 998,5	4 197,5	3 063,5	10 780,2	44 358,7
	Côte d'Ivoire	22 653,4	27 118,6		94,2	4 968,9	4 939,2	5 500,7	17 739,6	83 014,6
	Guinée-Bissau	7,0	13,0	37,3		57,7	37,6	3 067,5	9,9	3 230,1
	Mali	5 896,2	8 390,1	8 861,5	1 001,6		3 942,0	4 418,0	3 706,2	36 215,6
	Niger	5 559,8	1 894,2	4 709,4	34,6	1 009,1		4 519,8	2 721,8	20 448,8
	Sénégal	1 631,9	4 257,2	1 705,7	1 180,6	4 625,0	1 345,5		710,1	15 456,0
	Togo	19 742,2	2 400,9	258,9	114,1	779,0	2 550,2	4 705,8		30 551,1
	UEMOA	69 531,3	47 486,7	25 971,5	2 702,6	15 329,7	19 300,9	27 994,9	43 754,6	252 072,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.4 : Matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020
(en millions FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		4 914,8	1 216,5	137,3	274,4	2 644,3	1 666,0	7 477,8	18 331,1
	Burkina	13 967,2		8 308,1	309,3	1 314,3	3 454,6	1 876,7	11 743,6	40 973,8
	Côte d'Ivoire	13 359,4	15 416,3		76,4	3 112,5	3 640,3	3 333,7	11 870,9	50 809,6
	Guinée-Bissau	16,7	16,2	0,0		4,5	115,4	1 861,6	15,9	2 030,2
	Mali	3 432,5	8 143,2	6 546,1	812,7		4 312,7	2 709,4	2 857,4	28 814,0
	Niger	4 971,9	2 181,9	963,0	28,1	437,9		2 742,8	2 208,1	13 533,6
	Sénégal	965,1	9 690,4	1 032,6	707,5	2 915,4	1 020,2		426,0	16 757,2
	Togo	14 361,3	2 924,3	731,3	92,6	510,2	3 397,0	2 856,7		24 873,3
	UEMOA	51 074,1	43 287,1	18 797,5	2 163,9	8 569,1	18 584,4	17 046,9	36 599,6	196 122,7

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.5 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021 (en millions FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 431,0	8 122,4	138,0	1 518,9	10 248,4	5 689,7	4 754,4	33 902,8
	Burkina	6 338,8		20 090,2	25,8	14 612,4	9 049,8	16 376,0	11 902,8	78 395,7
	Côte d'Ivoire	15 779,4	48 074,8		530,3	63 521,6	11 418,7	41 116,8	39 393,2	219 834,7
	Guinée-Bissau	383,8	77,8	570,8		887,3	633,2	5 901,1	352,7	8 806,8
	Mali	5 981,4	12 504,1	18 240,3	52,1		9 023,0	23 993,5	10 869,5	80 664,0
	Niger	6 959,7	2 478,0	6 759,6	78,1	4 925,2		4 650,8	7 940,5	33 791,9
	Sénégal	6 303,5	4 333,1	22 890,0	1 213,7	23 774,2	7 998,4		5 666,8	72 179,7
	Togo	3 327,8	3 589,5	6 485,0	204,8	2 402,4	8 608,9	5 091,4		29 709,6
	UEMOA	45 074,3	74 488,3	83 158,3	2 242,8	111 641,9	56 980,5	102 819,4	80 879,8	557 285,2

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.6 : Matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020 (en millions FCFA)

		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 388,8	6 511,1	91,9	1 883,9	10 672,3	5 186,9	4 468,1	3 220,3
	Burkina	5 978,5		13 027,9	26,6	12 094,3	8 897,1	11 441,1	11 925,7	63 391,3
	Côte d'Ivoire	11 811,5	34 774,9		229	59 579,4	10 134	25 599,2	32 798,2	174 926,2
	Guinée-Bissau	261,8	96,5	336,9		776,8	136,5	6 507,9	410,6	8 527,1
	Mali	4 089,3	9 240,7	14 047,2	55,2		8 348,3	28 997,8	9 834,6	74 613,1
	Niger	10 911,1	2 711,9	2 272	30,5	7 827,4		4 412	9 454,9	37 619,9
	Sénégal	6 857,5	8 259,7	16 565,8	6 834,7	23 767,2	6 405,6		6 673,6	75 364
	Togo	2 738,9	3 874,8	6 900,3	125,2	2 525	8 577,6	5 026,7		29 768,6
	UEMOA	42 648,5	62 347,3	59 661,4	7 393,1	108 454	53 171,5	87 171,7	75 565,7	49 6413,2

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.7 : Matrice des flux nets d'investissements directs étrangers intra-communautaires totaux en 2021 (en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8 316,9	-64,0	0,0	-790,3	-3 591,9	16 620,5	1 523,8	22 015,1
	Burkina	6 470,0		14 057,8	3 505,3	-12 488,1	337,9	-4 444,5	12 619,6	20 058,0
	Côte d'Ivoire	9 924,6	76 452,4		23,2	7 251,8	2 869,8	5 206,1	1 362,0	103 089,8
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	-6 893,7		-3 488,6	4 000,0	991,8	59,2	-5 331,3
	Mali	542,0	4 401,8	2 622,9	0,0		318,7	4 018,5	1 950,9	13 854,8
	Niger	-6 355,0	-630,2	40 921,8	0,0	-1 129,1		-8 999,0	3 284,4	27 092,9
	Sénégal	114,0	-14 205,0	11 632,8	0,0	0,0	-987,0		647,1	-2 798,1
	Togo	9 349,5	14 148,6	646,6	110,0	-2 135,7	-3 625,0	2 536,5		21 030,4
	UEMOA	20 045,1	88 484,5	62 924,1	3 638,5	-12 780,0	-677,5	15 929,9	21 447,0	199 011,4

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.8 : Matrice des flux nets d'investissements directs étrangers intra-communautaires totaux en 2020 (en millions de FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8 312,3	4 217,8	0,0	126,0	5 414,0	4 176,5	-618,0	21 628,6
	Burkina	-1 936,9		7 122,8	173,1	70 585,4	13,5	-13 929,8	4 201,6	66 229,7
	Côte d'Ivoire	-5 708,4	18 247,8		16,9	12 868,6	4 015,7	13 288,9	3 432,8	46 162,2
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	2 756,7		3 584,7	0,0	2 651,9	2 513,9	11 507,2
	Mali	223,3	-14 147,3	-7 367,9	-313,0		26,2	-6,9	2 730,0	-18 855,6
	Niger	9 584,7	632,8	26 185,9	0,0	15,7		541,9	76,9	37 037,9
	Sénégal	-2 839,0	-2 399,0	-5 394,8	0,0	0,0	-70,3		-8 542,0	-19 245,1
	Togo	625,4	2 015,2	6 210,4	0,0	650,0	0,0	-665,1		8 835,9
	UEMOA	-51,0	12 661,8	33 731,0	-123,0	87 830,3	9 399,2	6 057,3	3 795,2	153 300,8

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.9 : Matrice des stocks totaux d'investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2021 (en millions de FCFA)

		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		47 064,9	113 646,3	0,0	1 012,5	54 101,4	87 252,1	95 354,3	398 431,5
	Burkina	8 363,2		225 677,9	4 403,1	156 761,0	12 433,9	12 191,5	75 704,2	495 534,9
	Côte d'Ivoire	97 504,0	198 909,5		23,2	50 808,9	32 813,9	83 304,0	242 356,8	705 720,3
	Guinée-Bissau	7,4	0,0	9 465,5		13 389,8	14 002,4	20 893,6	15 284,2	73 042,9
	Mali	13 054,5	30 171,4	113 728,1	0,0		832,9	145 962,1	32 143,4	335 892,3
	Niger	26 118,7	4 491,5	99 802,6	0,0	3 394,9		47 401,1	18 395,2	199 604,1
	Sénégal	19 784,0	24 942,0	105 318,3	0,0	0,0	0,0		17 716,6	167 760,9
	Togo	35 236,1	24 890,6	73 671,5	110,0	892,3	5 170,0	10 353,0		150 323,5
	UEMOA	200 067,9	330 469,9	741 310,3	4 536,3	226 259,5	119 354,5	407 357,4	496 954,6	2 526 310,5

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.10 : Matrice des stocks totaux d'investissements directs étrangers intra-communautaires au 31 décembre 2020 (en millions de FCFA)

		Créances IDE par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Engagements IDE par pays	Bénin		23 164,4	80 862,9	0,0	8 645,0	28 879,0	72 067,2	46 078,0	259 696,5
	Burkina	657,2		118 994,2	250,7	136 281,8	2 636,3	9 829,7	61 847,8	330 497,8
	Côte d'Ivoire	18 122,8	60 921,6		23,2	71 818,8	14 887,8	94 197,6	162 316,9	422 288,7
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	16 359,2		18 954,4	0,0	19 901,8	15 223,5	70 438,9
	Mali	2 226,6	30 989,7	102 605,5	0,0		5 235,7	163,4	38 793,6	180 014,4
	Niger	12 522,9	20 041,8	85 602,8	0,0	2 307,7		45 139,6	15 615,9	181 230,8
	Sénégal	1 408,0	20 838,0	18 341,0	0,0	0,0	5 001,5		16 207,0	61 795,5
	Togo	7 664,0	16 008,0	78 115,1	0,0	1 215,0	5 824,8	3 012,0		111 838,9
	UEMOA	42 601,5	171 963,4	500 880,8	273,9	239 222,6	62 465,1	244 311,4	356 082,8	1 617 801,5

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.11 : Matrice des flux net d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres en 2021 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8 441,9	0,0	0,0	-795,3	3 965,0	15 709,5	1 494,5	28 815,6
	Burkina	0,0		12 767,8	0,0	-27 865,6	0,0	39,5	6 415,6	-8 642,7
	Côte d'Ivoire	1 430,0	15 129,4		0,0	7 251,8	0,0	5 212,1	10 575,7	39 598,8
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		832,7	4 000,0	991,8	0,0	5 824,5
	Mali	60,0	4 773,8	2 577,9	0,0		0,0	4 018,5	1 844,4	13 274,6
	Niger	500,0	-0,2	16 702,1	0,0	-1 342,8		2 341,8	2 086,4	20 287,3
	Sénégal	0,0	5 308,0	11 685,8	0,0	0,0	0,0		1 219,0	18 212,8
	Togo	1 446,0	14 046,8	4 736,6	0,0	-2 435,0	-35,0	2 190,5		19 949,8
	UEMOA	3 436,0	47 699,6	48 470,1	0,0	-24 354,3	7 930,0	30 503,6	23 635,5	137 320,6

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.12 : Matrice des flux net d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres en 2020 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		8 265,7	4 242,8	0,0	0,0	0,0	5 224,5	-409,0	17 324,0
	Burkina	19,7		9 469,0	0,0	80 407,6	0,0	1 355,2	5 107,6	96 359,1
	Côte d'Ivoire	-3 073,9	7 476,8		0,0	12 074,3	4 000,0	12 844,2	13 593,8	46 915,1
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	833,5		923,4	0,0	2 651,9	2 455,9	6 864,7
	Mali	0,0	0,0	-2 603,5	0,0		0,0	-6,9	2 108,0	-502,4
	Niger	-2,3	89,8	766,2	0,0	0,0		1 410,7	1 779,9	4 044,3
	Sénégal	0,0	-750,0	0,0	0,0	0,0	0,0		-1 349,0	-2 099,0
	Togo	5,0	1 946,2	6 206,4	0,0	0,0	0,0	-345,1		7 812,5
	UEMOA	-3 051,5	17 028,4	18 914,5	0,0	93 405,3	4 000,0	23 134,4	23 287,2	176 718,2

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.13 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres au 31 décembre 2021 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		46 706,9	74 043,3	0,0	997,5	35 034,9	81 273,1	70 273,9	308 329,6
	Burkina	1 076,3		214 909,4	0,0	138 230,9	11 007,0	10 487,5	68 390,2	444 101,3
	Côte d'Ivoire	12 449,4	55 256,4		0,0	50 799,6	0,0	83 262,0	223 826,4	425 593,9
	Guinée-Bissau	7,4	0,0	9 465,5		13 389,8	14 002,4	20 893,6	15 164,5	72 923,2
	Mali	10 902,9	28 986,7	61 431,1	0,0		0,0	145 915,1	31 568,0	278 803,7
	Niger	9 020,0	3 421,5	49 036,4	0,0	1 491,0		40 859,6	16 255,2	120 083,7
	Sénégal	17 643,0	24 924,0	87 324,3	0,0	0,0	0,0		16 227,5	146 118,8
	Togo	26 105,0	23 918,8	41 440,6	0,0	565,0	5 018,0	9 648,0		106 695,4
	UEMOA	77 204,0	183 214,3	537 650,6	0,0	205 473,8	65 062,3	392 338,9	441 705,7	1 902 649,7

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.14 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des fonds propres au 31 décembre 2020 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		22 559,7	75 694,7	0,0	8 500,0	11 007,0	71 996,2	44 958,0	234 715,6
	Burkina	158,2		108 534,5	0,0	134 221,1	0,0	9 829,7	61 019,8	313 763,4
	Côte d'Ivoire	5 086,8	41 073,6		0,0	46 838,1	14 001,2	79 597,3	150 477,9	337 074,9
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	9 465,5		12 557,1	0,0	19 901,8	15 164,5	57 088,9
	Mali	0,0	30 115,0	50 351,5	0,0		0,0	163,4	37 950,6	118 580,4
	Niger	4,9	18 341,8	34 032,2	0,0	601,8		34 777,1	14 167,9	101 925,7
	Sénégal	254,0	19 616,0	0,0	0,0	0,0	5 001,5		14 615,0	39 486,5
	Togo	7 025,0	15 432,0	43 471,2	0,0	565,0	5 815,0	1 824,0		74 132,2
	UEMOA	12 528,9	147 138,0	321 549,5	0,0	203 283,1	35 824,7	218 089,6	338 353,8	1 276 767,5

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.15 : Matrice des flux net d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes en 2021 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		46,7	-25,0	0,0	126,0	5 414,0	-1 048,0	-209,0	4304,7
	Burkina	-1 956,6		-2 346,2	173,1	-9 822,2	443 290,0	-15 285,0	-906,0	-30 129,4
	Côte d'Ivoire	-2 634,5	10 771,0		444 550,0	794,3	443 920,0	444,7	-10 161,0	-752,9
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	1923,2		2661,3	0,0	0,0	58,0	4642,5
	Mali	223,3	-14 147,3	-4 764,3	-313,0		442 530,0	0,0	622,0	-18 353,1
	Niger	9 587,0	543,0	25 419,7	0,0	443 920,0		-868,8	-1 703,0	32 993,6
	Sénégal	-2 839,0	-1 649,0	-5 394,8	0,0	0,0	-70,3		-7 193,0	-17 146,1
	Togo	620,4	69,0	4,0	0,0	650,0	0,0	-320,0		1023,4
	UEMOA	3000,6	-4 366,6	14 816,6	-123,0	-5 575,0	5399,2	-17 077,1	-19 492,0	-23 417,4

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.16 : Matrice des flux net d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes en 2020 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		75,0	-5 027,2	0,0	0,0	0,0	0,0	-3 477,0	-8 429,2
	Burkina	0,0		2 870,5	0,0	0,0	536,6	1 976,0	-3 800,0	1 583,1
	Côte d'Ivoire	245,7	20,9		16,9	19 405,8	0,0	2 328,4	12 724,0	34 741,6
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	-2 502,0		0,3	0,0	0,0	-609,0	-3 110,7
	Mali	0,0	566,0	328,1	0,0		0,0	0,0	-1 185,0	-290,9
	Niger	0,0	718,0	-11,0	0,0	0,0		788,0	967,0	2 462,0
	Sénégal	2 500,0	192,0	4 334,0	0,0	-6 100,0	-2 312,0		-6 761,0	-8 147,0
	Togo	-215,0	222,0	230,4	0,0	1 153,4	0,0	1 215,0		2 605,8
	UEMOA	2 530,7	1 793,9	222,8	16,9	14 459,5	-1 775,4	6 307,4	-2 141,0	21 414,6

Ligne (+) : Augmentation des engagements pour le pays bénéficiaire

Ligne (-) : Diminution des engagements pour le pays bénéficiaire

Colonne (+) : Augmentation des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Colonne (-) : Diminution des avoirs pour le pays d'origine des capitaux

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.17 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes au 31 décembre 2021 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		358,0	39 603,0	0,0	15,0	19 066,5	5 979,0	25 080,4	90 101,9
	Burkina	7 287,0		10 768,5	4 403,1	18 530,1	1 426,9	1 704,0	7 314,0	51 433,6
	Côte d'Ivoire	85 054,6	143 653,1		23,2	9,3	32 813,9	42,0	18 530,4	280 126,4
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	119,7	119,7
	Mali	2 151,6	1 184,7	52 297,0	0,0		832,9	47,0	575,4	57 088,5
	Niger	17 098,7	1 070,0	50 766,2	0,0	1 904,0		6 541,6	2 140,0	79 520,4
	Sénégal	2 141,0	18,0	17 994,0	0,0	0,0	0,0		1 489,1	21 642,1
	Togo	9 131,1	971,8	32 230,9	110,0	327,3	152,0	705,0		43 628,1
	UEMOA	122 864,0	147 255,6	203 659,6	4 536,3	20 785,6	54 292,2	15 018,6	55 248,9	623 660,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A4.18 : Matrice des stocks d'IDE intra-communautaires au titre des instruments de dettes au 31 décembre 2020 (en millions FCFA)

		Flux net d'IDE au titre des créances								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Flux net d'IDE au titre des engagements	Bénin		604,7	5 168,2	0,0	145,0	17 872,0	71,0	1 120,0	24 980,9
	Burkina	499,0		10 459,8	250,7	2 060,7	2 636,3	0,0	828,0	16 734,4
	Côte d'Ivoire	13 036,0	19 848,0		23,2	24 980,7	886,6	14 600,3	11 839,0	85 213,8
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	6 893,7		6 397,3	0,0	0,0	59,0	13 350,0
	Mali	2 226,6	874,7	52 254,0	0,0		5 235,7	0,0	843,0	61 434,0
	Niger	12 518,0	1 700,0	51 570,6	0,0	1 706,0		10 362,6	1 448,0	79 305,1
	Sénégal	1 154,0	1 222,0	18 341,0	0,0	0,0	0,0		1 592,0	22 309,0
	Togo	639,0	576,0	34 643,9	0,0	650,0	9,8	1 188,0		37 706,7
	UEMOA	30 072,6	24 825,4	179 331,3	273,9	35 939,6	26 640,4	26 221,8	17 729,0	341 033,9

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A5.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2021
(en millions FCFA)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles minéraux, huiles (produits pétroliers & électricité)	15 562,7	455,9	414 248,2	311,0	19 578,1	154 029,3	314 842,1	35 076,3	954 103,6
Sel, soufre, terres et pierres (ciment)	16 441,6	30 091,3	15 679,8	0,0	141,6	0,0	79 099,6	43 938,3	185 392,3
Graisses et huiles	0,0	3 061,1	104 408,6	0,0	0,0	0,0	1 730,7	26 558,3	135 758,8
Engrais	1 728,8	110,5	21 563,3	0,0	16 956,0	128,1	19 103,4	267,9	59 857,9
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	1 606,0	863,5	67 351,9	0,0	1 701,8	994,6	10 303,2	54 966,3	137 787,2
Fonte, fer et acier	6 133,6	15 638,4	3 140,8	31,8	10 142,0	106,9	39 725,3	8 598,4	83 517,2
Huiles essentielles, produits cosmétiques	0,0	151,1	37 971,8	0,0	177,1	0,0	13 161,0	21 880,0	73 341,0
Tabacs	0,0	10 310,1	47 133,6	0,0	0,0	0,0	25 214,5	0,0	82 658,3
Animaux vivants	0,0	673,4	0,0	0,0	174 399,6	118,1	0,0	0,0	175 191,2
Préparations alimentaires diverses	0,0	269,1	59 194,2	0,0	0,0	0,0	63 632,9	1 652,4	124 748,6
Céréales	0,0	2 841,3	3 937,4	623,8	4 418,1	0,0	25 493,0	0,0	37 313,6
Coton	7 029,3	2 103,4	10 749,1	0,0	272,0	0,0	268,0	12 204,1	32 626,0
Autres produits	54 102,0	87 676,3	286 795,9	4 467,7	58 398,3	17 552,1	263 635,0	208 812,1	981 439,4
Total exportations	102 604,0	154 245,6	1 072 174,6	5 434,3	286 184,6	172 929,2	856 208,7	413 954,1	3 063 735,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A5.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2021 (en %)

Produits	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles minéraux, huiles (produits pétroliers & électricité)	15,2	0,3	38,6	5,7	6,8	89,1	36,8	8,5	31,1
Sel, soufre, terres et pierres (ciment)	16,0	19,5	1,5	0,0	0,0	0,0	9,2	10,6	6,1
Graisses et huiles	0,0	2,0	9,7	0,0	0,0	0,0	0,2	6,4	4,4
Engrais	1,7	0,1	2,0	0,0	5,9	0,1	2,2	0,1	2,0
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	1,6	0,6	6,3	0,0	0,6	0,6	1,2	13,3	4,5
Fonte, fer et acier	6,0	10,1	0,3	0,6	3,5	0,1	4,6	2,1	2,7
Huiles essentielles, produits cosmétiques	0,0	0,1	3,5	0,0	0,1	0,0	1,5	5,3	2,4
Tabacs	0,0	6,7	4,4	0,0	0,0	0,0	2,9	0,0	2,7
Animaux vivants	0,0	0,4	0,0	0,0	60,9	0,1	0,0	0,0	5,7
Préparations alimentaires diverses	0,0	0,2	5,5	0,0	0,0	0,0	7,5	0,4	4,1
Céréales	0,0	1,8	0,4	11,5	1,5	0,0	3,1	0,0	1,2
Coton	6,9	1,4	1,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,9	1,1
Autres produits	52,6	56,8	26,8	82,2	20,6	10,0	30,8	50,4	32,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Tableau A6 : Evolution du poids du commerce intra-UEMOA entre 2011 et 2021

		2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
BENIN	<i>Part dans les exportations (1)</i>	46,2	40,5	22	17,6	12,3	12,3	7,7	8,7	8,0	6,0	5,1
	<i>Part dans les importations (2)</i>	27,5	28	19,1	12,5	15,7	14	14,2	11,1	9,0	10,8	7,6
	<i>Part dans les échanges totaux de biens (3)</i>	35,2	33,3	20,4	14,7	14,2	13,3	11,4	10	8,5	8,6	6,5
BURKINA	<i>Part dans les exportations</i>	5,8	5,2	7,4	7,7	6,7	3,9	3,7	3,7	4,6	4,5	4,9
	<i>Part dans les importations</i>	31,1	34,3	34	39,4	32,2	30,7	29,6	27,5	22,5	22,6	23,4
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	18,4	19,2	22,2	24,3	20,1	17,3	16,6	15,1	13,9	12,8	13,3
COTE D'IVOIRE	<i>Part dans les exportations</i>	9,8	12,6	12,4	13	12,3	12,9	12	13,4	12,3	12,4	12,6
	<i>Part dans les importations</i>	4,7	4	2,2	2,1	1,9	4,9	4,3	3,9	3,6	3,8	3,7
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	8,1	8,9	8	8,5	7,9	9,5	8,8	9,2	8,2	8,3	8,3
GUINEE-BISSAU	<i>Part dans les exportations</i>	23,1	28,5	36,2	33,3	17,4	2,7	3,3	2,7	4,3	3,4	3,3
	<i>Part dans les importations</i>	0	51,3	52,7	50,7	43,8	27,4	23,9	32,8	22,8	21,9	21,9
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	11,5	41,8	45,2	43,1	29,3	14	12,8	16,4	15,5	15,0	14,0
MALI	<i>Part dans les exportations</i>	15,8	11,7	13,9	12,8	10,9	16	11,2	14,1	10,8	8,0	10,6
	<i>Part dans les importations</i>	45,7	38	46	36,6	31,5	35,6	39,8	40,3	36,9	36,9	38,3
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	31,7	24,6	30,6	25,7	22	26,7	27	27,8	26,0	22,9	26,2
NIGER	<i>Part dans les exportations</i>	7,1	12,3	15,8	20,2	22,5	15	21	13,9	16,9	23,1	25,7
	<i>Part dans les importations</i>	12,9	16,7	17,8	16,7	15,5	16,2	15,5	16	12,2	11,6	11,0
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	10,8	14,8	16,9	18,1	18	15,7	17,6	15,3	13,5	14,7	14,8
SENEGAL	<i>Part dans les exportations</i>	35	27,4	36,8	28,8	25,4	28,5	30,3	27,9	30,9	29,8	28,1
	<i>Part dans les importations</i>	8,2	6,9	5	5	4,8	6,5	4,5	5,3	4,3	5,1	4,8
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	17,2	13,6	15,5	13,1	12,3	14,7	13,7	13,1	13,6	13,7	13,2
TOGO	<i>Part dans les exportations</i>	48,8	53,1	47,9	53,4	69,8	60,4	71,7	64,9	60,7	64,7	57,4
	<i>Part dans les importations</i>	19,3	20,2	18	20,6	20,4	16,7	11,6	13,2	8,8	7,1	6,9
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	30,2	33,8	29,6	32,9	36,7	31,6	34,4	32,2	26,2	27,1	23,4
UEMOA	<i>Part dans les exportations</i>	15,9	16,8	16,5	16,3	16,7	16	16,1	15,7	15,2	14,7	14,8
	<i>Part dans les importations</i>	15,4	17,3	15,8	14,7	15,5	14,7	15	14,7	14,3	14,3	14,2
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	15,7	17	16,1	15,5	16,1	15,3	15,5	15,2	14,8	14,5	14,5
	<i>Part ajustée dans les échanges totaux de biens (4)</i>	18,6	23,4	25,4	25,2	26,7	28,2	29	29,4	19,1	19,4	18,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur les échanges intra-UEMOA

(1) : Part des exportations intra-UEMOA sur les exportations totales

(2) : Part des importations intra-UEMOA sur les importations totales

(3) : Somme des exportations et des importations intra-UEMOA rapportée au total des échanges de biens du pays

(4) : Cet ajustement est fait en excluant du total des exportations les transactions sur les produits (café, cacao, coton, anacarde, pétrole brut, or, uranium) qui concernent exclusivement les échanges extra-UEMOA

ANNEXE 2 : PRINCIPALES MODIFICATIONS APPORTÉES AU DISPOSITIF D'ÉLABORATION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS ET DE LA POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE AU SEIN DE L'UEMOA

La révision du dispositif sous-régional d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale est motivée par la nécessité de prendre en compte les innovations introduites par la sixième édition du Manuel du FMI et le souci d'amélioration de la qualité du cadre de collecte, de traitement et d'analyse des données.

1.1 - Innovations introduites par la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6)

L'élaboration du nouveau Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) vise à prendre en compte les questions qui ont fait leur apparition ou ont pris de l'importance dans le domaine des transactions et positions internationales.

La sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale procède également au retraitement et à la reclassification de certaines opérations, ainsi qu'au renforcement de l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN), révisé la même année, et les autres documents méthodologiques de référence parus après le MBP5. Il s'agit notamment du manuel de statistiques monétaires et financières (2000), du supplément au MBP5 sur les dérivés financiers (2000), du manuel sur les réserves internationales et liquidité internationale : directives de déclaration des données (2001), du manuel des statistiques du commerce international des services (2002) et des Statistiques de la dette extérieure : Guide pour les statisticiens et les utilisateurs (2003).

Par ailleurs, le MBP6 met davantage l'accent sur l'élaboration et l'analyse de la position extérieure globale (PEG). L'importance de la PEG dans la 6e édition provient du fait que l'analyse bilantielle joue désormais un rôle prépondérant dans l'appréciation de la vulnérabilité des économies aux crises, ainsi que dans l'étude des sources de financement des déficits. L'approche bilantielle, qui examine en quoi les faiblesses du bilan financier liées à l'échéance, à la devise, à la structure financière, à la solvabilité et à la dépendance contribuent à la vulnérabilité macrofinancière, renforce la qualité de l'analyse de la vulnérabilité et de la viabilité extérieure d'une économie.

Ainsi, bien que le cadre de référence soit resté inchangé par rapport à la 5e édition (MBP5)¹, le nouveau Manuel apporte plus de clarifications et de modifications à certains concepts et définitions, pour tenir compte des développements enregistrés par l'économie mondiale, après la parution du MBP5. Ces évolutions concernent notamment :

la mondialisation, dont l'une des principales implications est l'accroissement rapide des mouvements de capitaux privés et de main d'œuvre ;

les innovations financières et technologiques (développement des dérivés financiers, des services à distance via internet, etc.), l'intégration économique et monétaire, qui en plus des zones existantes (UEMOA, CEMAC, etc.) a été marquée notamment par l'avènement de nouvelles zones, telles que le COMESA, la SADC et, en particulier, la mise en circulation de l'euro comme monnaie commune des pays membres de l'Union Européenne, qui a fortement influé sur l'évolution des échanges mondiaux.

La prise en compte de toutes ces innovations implique des changements majeurs à la fois au niveau des concepts, des composantes type et des principes d'élaboration.

1.1.1 - Aspects conceptuels

Les principes de base, tels que l'enregistrement en partie double, la chronologie, le prix d'évaluation et le changement de propriété demeurent inchangés. Toutefois, le MBP6 apporte des clarifications dans la définition de plusieurs concepts déjà développés dans la 5e édition. Il s'agit notamment des notions de « territoire économique », de « résidence », de « transactions » et de « financement exceptionnel ».

- **Territoire économique** : Le territoire économique comprend l'espace aérien, les eaux territoriales et le plateau continental sur lesquels un pays jouit de droits exclusifs ou sur lesquels il a juridiction en ce qui concerne les droits de pêche ou d'exploitation des combustibles ou des minéraux présents dans les sous-sols des mers et des océans, les îles rattachées et les enclaves territoriales à l'étranger. La définition du territoire économique ne requiert plus que les personnes, les biens et les capitaux y circulent librement. Les unions économiques et les unions monétaires sont considérées comme des territoires économiques dans le cadre de l'établissement de la balance des paiements régionale.
- **Résidence** : La résidence d'une unité institutionnelle est liée au territoire économique sur lequel elle a son « centre d'intérêt économique prédominant ». Le nouveau Manuel n'apporte pas de changement substantiel à la notion de résidence. L'ajout du terme « prédominant » permet toutefois de reconnaître que certaines unités peuvent avoir un intérêt économique dans deux ou plusieurs territoires. Les critères de résidence sont mieux spécifiés pour les individus mobiles, dont la définition de la résidence avait été laissée à l'appréciation des pays dans la 5e édition.
- **Transactions** : Les transactions enregistrées dans la 6e édition du Manuel de la balance des paiements correspondent à des interactions entre une unité résidente et une unité non-résidente agissant en accord réciproque impliquant un échange de valeurs ou un transfert. La 5e édition du Manuel avait retenu comme définition de la transaction « un flux économique découlant de la transformation, de l'échange, du transfert ou de l'extinction d'une valeur économique ». Il résulte de la nouvelle définition que l'accumulation d'arriérés de paiement extérieurs et les transferts des migrants ne sont plus classés dans les transactions au sens strict du terme. Les variations d'actifs et de passifs financiers résultant du changement de résidence des individus (particuliers et ménages) sont reclassées dans la position extérieure globale, mais ne sont pas prises en compte dans la balance des paiements.

1.1.2 - Composantes type du MBP6

Tenant compte de ces modifications, la structure de la balance des paiements selon l'optique du MBP6 se présente comme suit.

Présentation synthétique des composantes de la balance des paiements

Compte des transactions courantes

Biens et services

Biens

Services

Compte du revenu primaire (anciennement compte « revenu »)

Compte du revenu secondaire (anciennement « transferts courants »)

Compte de capital

Acquisition et cession d'actifs non produits

Transferts en capital

Compte financier (anciennement compte d'opérations financières)

Investissements directs

Investissements de portefeuille

Produits financiers dérivés (traité comme sous-rubrique des investissements de portefeuille dans le MBP5)

Autres investissements

Avoirs de réserve

De façon générale, l'utilisation de signes dans la présentation du MBP6 s'opère comme suit:

- *dans les comptes des transactions courantes et de capital, crédits et débits sont enregistrés avec des signes positifs (à l'exception des revenus issus de l'investissement direct et du négoce international, qui peuvent produire des inscriptions négatives) ;*
- *dans le compte financier, les augmentations des actifs et passifs sont enregistrées avec des signes positifs, les diminutions avec des signes négatifs.*

a) Compte des biens et services

Les principaux changements apportés au compte des biens et services se présentent comme suit :

- *La création d'un poste supplémentaire, pour l'enregistrement des réexportations, un phénomène observé notamment au Bénin et au Niger, qui a pris de l'importance et de l'ampleur dans certains pays européens avec l'avènement de la Zone euro ;*
- *Le reclassement des biens achetés dans les ports et les aéroports dans les marchandises générales plutôt que comme un poste séparé ;*
- *Les biens achetés à l'étranger par les voyageurs pour leur consommation personnelle ou à des fins de cadeaux dépassant les seuils douaniers sont désormais inclus dans les marchandises générales au lieu du service voyage ;*
- *Le négoce international n'est plus traité comme un service, mais classé dans les exportations de biens, ce qui correspond à un retour au principe de la quatrième édition ;*
- *En cas de changement de résidence, les transferts des effets personnels des migrants ne sont ni inclus dans les biens, ni dans d'autres postes des comptes internationaux, puisqu'ils ne font pas l'objet de changement de propriété ;*
- *Les réparations et maintenance sur les marchandises mobiles sont retracées dans les services au lieu des biens. Le MBP5 les classait dans les biens, compte tenu de l'importance du matériel par rapport à la prestation de service proprement dite dans la facturation globale de la transaction ;*
- *Les services de transformation de biens physiques appartenant à d'autres territoires économiques sont retracés comme des services dans tous les cas, alors qu'ils pouvaient être considérés dans certains cas comme un changement de propriété du manufacturier selon le MBP5 ;*
- *La rubrique « services de télécommunications, d'informatique et d'information » regroupe celles des « services de communication » et « services d'informatique et d'information » du MBP5. Les « services postaux et de messagerie » sont désormais inclus dans les « transports », alors qu'ils étaient classés dans la rubrique des « services de communication »² selon le MBP5 ;*
- *Les dépenses des entreprises de construction non-résidentes en biens et services locaux sont incluses dans les Services de bâtiment et travaux publics, alors qu'elles sont classées dans les « Autres services aux entreprises » dans le MBP5. En outre, le MBP6 prévoit l'enregistrement des achats de biens et services à une troisième économie par les entreprises de construction, en chantier hors de leur pays de résidence, dans la balance des paiements de leur économie d'origine ;*

- *Les résultats de la recherche et développement (tels que les brevets, les copyrights et les processus industriels) sont traités comme des actifs produits et inclus dans les services de recherche et développement. Ils étaient traités comme des actifs non produits et retracés dans le compte de capital selon le MBP5.*

b) Compte de revenu primaire

Le concept de « compte de revenu » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu primaire » dans le MBP6, pour assurer la cohérence avec le SCN 2008. Le « compte de revenu primaire » présente des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les principaux changements concernent :

- *La prise en compte explicite des loyers et des taxes sur les produits et la production ;*
- *La clarification de la relation employeur-salarié, de manière à faire apparaître une distinction entre rémunération des salariés et paiement de services ;*
- *L'enregistrement des dividendes à la date à laquelle l'acquisition d'actions ne donne pas droit au dividende de la période écoulée, au lieu de la date à laquelle ils sont exigibles comme dans le MBP5. La date ex-dividende est habituellement fixée deux jours avant la date de clôture des registres. Cela permet de traiter correctement toutes les transactions boursières effectuées antérieurement pour que la liste des actionnaires à la date de clôture des registres corresponde bien aux propriétaires de titres actuels ;*
- *L'ajustement des intérêts, de manière à faire apparaître l'intérêt "pur", c'est-à-dire après déduction de la composante SIFIM, qui est incluse dans les services financiers ;*
- *Le revenu des avoirs de réserve est classé séparément, alors qu'il était inclus dans les revenus des autres investissements dans le MBP5. S'il n'est pas disponible à des fins de publication, le revenu des avoirs de réserve peut être inclus au poste « Autres investissements/intérêts » ;*
- *L'imputation des commissions sur les prêts de titres et d'or est clarifiée et les commissions assimilées à des intérêts si elles reviennent au propriétaire qui prête ces actifs, avec écriture de contrepartie dans les autres comptes à recevoir/à payer. Le MBP5 ne traite pas explicitement de ces commissions. Toutefois, comme dans le MBP5, les commissions à verser aux dépositaires, etc., pour les services administratifs associés aux prêts sont enregistrées dans les services financiers.*

c) Compte de revenu secondaire

Le concept de « transferts courants » dans le MBP5 est remplacé par celui de « compte de revenu secondaire » dans le nouveau Manuel, en vue d'assurer la cohérence avec le SCN 2008. Dans le compte de revenu secondaire, l'expression « transferts personnels » remplace « envois de fonds des travailleurs ». En outre, il a été opéré une classification plus détaillée des types de transferts courants, à savoir « les transferts du Gouvernement général », « les transferts personnels » et « les autres transferts courants ». Ce compte indique la contribution des opérations entre résidents et non-résidents au compte de distribution secondaire du revenu décrit dans le Système de Comptabilité Nationale.

La nouvelle dénomination permet de souligner le rôle des transferts dans le processus d'affectation du revenu et son impact sur le revenu disponible et, partant, sur le solde des transactions courantes, contrairement aux transferts en capital.

d) Compte de capital

Dans le nouveau Manuel du FMI, l'accent n'est plus mis sur la présentation conjointe du compte de capital et d'opérations financières. Les changements majeurs concernent les points ci-après :

- *Contrairement à leur traitement dans le MBP5, les droits d'émission et les noms de domaine sur Internet sont considérés comme des actifs économiques possibles ;*
- *Dans le MBP6, les résultats de la recherche et développement (R&D), comme les brevets et les droits d'auteur, ne sont plus considérés comme des actifs non produits. Les achats et ventes directs de ces produits ne sont plus imputés au compte de capital, comme dans le MBP5, mais sont classés parmi les actifs produits, avec enregistrement des transactions dans les services (services de R&D pour brevets et droits d'auteur) ;*
- *Les avoirs des personnes changeant de résidence sont supprimés des transferts en capital pour être classés dans la PEG, au titre des « autres changements de volume » ;*
- *les transferts liés aux héritages, successions et aux grands cadeaux sont traités comme des transferts en capital, pour assurer l'harmonisation avec le Système de Comptabilité Nationale;*
- *Les indemnités d'assurance dans les transferts de capital sont prises en compte dans les cas exceptionnels de pertes dues à des catastrophes, pour assurer la cohérence avec le SCN.*

e) Compte financier

Les opérations financières sont enregistrées en termes de variations nettes d'actifs et de passifs financiers, en lieu et place de l'imputation crédit et débit. La ventilation fonctionnelle est maintenue, mais est plus détaillée pour inclure notamment une rubrique séparée pour le suivi des dérivés financiers. Par ailleurs, la définition des instruments de dette a été harmonisée avec celle du manuel des statistiques de la dette extérieure. Les principaux changements se présentent comme suit :

- *Comme dans le MBP5, les données du compte financier sont présentées par secteur institutionnel. Toutefois, la banque centrale remplace les autorités monétaires en tant que sous-secteur, mais les autorités monétaires restent un concept essentiel à la définition des avoirs de réserve. Les autres secteurs sont décomposés en « Autres sociétés financières » et « Sociétés non financières, ménages et ISBLSM » ;*
- *La classification des actifs et passifs financiers est désormais conforme au SCN2008 et au Manuel de statistiques monétaires et financières de 2000, de par les détails présentés et la terminologie utilisée. Dans les composantes types du MBP5, les instruments sont regroupés et ne sont pas libellés partout de la même manière ;*
- *Les actifs et passifs financiers des entités changeant de lieu de résidence (migrants) ne sont pas enregistrés en balance des paiements mais inclus dans les « Autres changements de volume », qui alimentent la Position Extérieure Globale (PEG) ;*

- *Les IDE sont désormais présentés sur la base des avoirs et engagements, et non en fonction du sens des flux de capitaux (investissements à l'étranger et dans l'économie). En outre, pour tenir compte du développement accru de la libre circulation des capitaux, occasionnant des chaînes de propriété longues et souvent complexes, il a été élaboré des directives sur l'identification de ces relations. Ces directives sont basées sur le cadre pour les relations d'investissement direct (CRID), qui prévoit des critères permettant de déterminer si une propriété transfrontalière se traduit par une relation d'investissement direct étranger. Dans les composantes types, les investissements directs sont classés en fonction de la relation entre l'investisseur et l'entité recevant l'investissement comme ci-après :*
 - *investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct*
 - *investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours);*
 - *et entreprises apparentées.*
- *Toutes les dettes entre certains types de sociétés financières apparentées sont exclues des investissements directs, à la différence du MBP5, où les dettes dites permanentes sont incluses dans les investissements directs. Les sociétés financières auxquelles cela s'applique sont les banques centrales, les institutions de dépôts autres que la banque centrale, les fonds de placement et les autres intermédiaires financiers, à l'exception des sociétés d'assurance et des fonds de pension ;*
- *Les intitulés du MBP5 « Obligations et autres titres d'emprunt » et « Instruments du marché monétaire » sont remplacés respectivement par « Titres de créance à long terme » et « Titres de créance à court terme » ;*
- *Les « Autres investissements » passent de quatre (4) à six (6) rubriques. Ce changement consacre l'éclatement de la rubrique « Autres avoirs, autres engagements » du MBP6 en :*
 - *Autres titres de participation, qui sont des participations qui ne sont pas incluses dans les investissements directs et qui ne prennent pas la forme de titres ;*
 - *Les régimes d'assurance, de pension et de garanties standardisées ;*
 - *et les autres comptes à recevoir/à payer.*
- *Les crédits commerciaux n'intègrent plus les imputations relatives aux exportations ou réimportations de biens pour transformation ;*
- *des clarifications ont été apportées à la notion d'avoirs de réserve, entraînant des réaménagements dans leur composition. Il s'agit notamment de la prise en compte des actifs gérés en commun, des accords de pension, des fonds à vocation spéciale, des engagements liés aux réserves et des accords monétaires régionaux ;*
- *Les allocations de DTS aux pays membres du FMI sont désormais retracées dans le compte financier, au titre des engagements. Dans le MBP5, elles n'étaient pas considérées comme un engagement, mais figuraient dans la position extérieure globale.*

1.1.3 - Position extérieure globale (PEG)

La position extérieure globale (PEG) est définie comme étant un état statistique qui décrit, à un moment donné, la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Le nouveau Manuel reflète un intérêt accru pour l'analyse du compte de patrimoine comme outil permettant de comprendre l'évolution de l'économie internationale au plan de la vulnérabilité et de la viabilité.

A cet égard, le MBP6 présente des recommandations beaucoup plus détaillées sur la PEG et accorde davantage d'attention sur les réévaluations et autres changements de volume, enregistrés dans le compte des « Autres flux », et à leur incidence sur les stocks d'avoirs et engagements.

Les autres variations de volume concernent notamment les rapatriements de fonds consécutifs aux changements de résidence, les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs (cette décision étant unilatérale), les cessions de devises à la banque centrale par des résidents (qui constituent une transaction entre résidents), etc. S'agissant des réévaluations, elles correspondent aux gains et pertes liées aux détentions d'actifs et de passifs, à la suite principalement des variations de prix et de taux de change.

Dans le nouveau Manuel du FMI, les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques, comme indiqué ci-après :

<i>Présentation schématique des relations entre les composantes de la balance des paiements et de la PEG</i>						
	<i>Transactions BDP</i>					
		<i>Crédit</i>	<i>Débit</i>			
	<i>Compte courant</i> - biens et services - revenu primaire - revenu secondaire <i>Compte de capital</i> - acquisition/cession - d'actifs non produits - transfert en capital					
<i>Ouverture PEG</i> <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements	<i>Compte financier</i> <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements			<i>Compte des autres flux</i> <i>Réévaluation</i> <i>Autres changements</i>	<i>Clôture PEG</i> <i>Actifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements - avoirs de réserve <i>Passifs</i> - investissement direct - investissement de portefeuille - produits financiers dérivés - autres investissements	
	<i>Erreurs et omissions</i>					



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int